

DÉCEMBRE 2007

OSCE
MAGAZINE

La Finlande et l'OSCE : nouveau départ

Partenaires méditerranéens pour la coopération
Il faut du temps pour que le concept de partenariat trouve sa signification véritable

Entrer dans l'histoire : Les premiers administrateurs auxiliaires de l'OSCE « gagnent leurs galons »



La route vers Madrid

À la recherche d'un consensus
sur une vision commune



Le Magazine de l'OSCE, qui est également disponible en ligne, est publié en anglais et en russe par la Section de la presse et de l'information de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les

opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédaction : Patricia N. Sutter
Conception : Nona Reuter
Impression : Manz Crossmedia

Veillez envoyer vos commentaires et contributions à :
pat.sutter@osce.org ou osce-magazine-at@osce.org

Section de la presse et de l'information
Secrétariat de l'OSCE
Kärntner Ring 5-7
A-1010 Vienne (Autriche)
Tél.: (+43-1) 514 36-278
Fax: (+43-1) 514 36-105

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe œuvre en faveur de la stabilité, de la prospérité et de la démocratie dans 56 États grâce à un dialogue politique sur des valeurs partagées et à des activités concrètes qui changent durablement les choses.

Présidence de l'OSCE en 2007 : Espagne

Structures et institutions de l'OSCE

Conseil permanent de l'OSCE, *Vienne*
Forum pour la coopération en matière de sécurité, *Vienne*
Secrétariat, *Vienne*
Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, *Vienne*
Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, *Varsovie*
Haut Commissariat pour les minorités nationales, *La Haye*
Assemblée parlementaire de l'OSCE, *Copenhague*

Opérations de terrain

Caucase

Bureau de l'OSCE à Bakou
Mission de l'OSCE en Géorgie
Bureau de l'OSCE à Erevan
Représentant personnel du Président en exercice pour le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Asie Centrale

Centre de l'OSCE à Achgabat
Centre de l'OSCE à Astana
Centre de l'OSCE à Bichkek
Centre de l'OSCE à Douchanbé
Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan

Europe orientale

Bureau de l'OSCE à Minsk
Bureau de l'OSCE en Moldavie
Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine

Europe du Sud-Est

Présence de l'OSCE en Albanie
Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine
Mission de l'OSCE en Croatie
Mission de l'OSCE au Kosovo
Mission de l'OSCE au Monténégro
Mission de l'OSCE en Serbie
Mission de contrôle de l'OSCE à Skopje chargée d'éviter le débordement du conflit

Message du Secrétaire général



Chaque année, lors de la Réunion du Conseil ministériel, les États participants font le point de ce qui a été accompli lors des 12 derniers mois et prennent d'importantes décisions sur l'orientation future de l'Organisation. Prises globalement, ces décisions forment l'acquis de l'OSCE, la base sur laquelle toutes nos activités — celles

des États participants et celles des structures exécutives de l'Organisation — sont mises en œuvre.

Suite aux réunions du Conseil ministériel de 2005 et 2006, qui portaient essentiellement sur toute une série de mesures visant à améliorer l'efficacité et l'efficience de l'Organisation, l'OSCE a été mise à rude épreuve en 2007. Cette année a en effet été marquée par des débats animés entre États participants sur une vaste gamme de tâches axées notamment sur la consolidation de la stabilité à long terme au Kosovo, sur le renforcement de la confiance dans la sphère politico-militaire et sur l'amélioration de la sécurité et de la gestion des frontières entre l'Asie centrale et l'Afghanistan.

Il faut aujourd'hui trouver de solides orientations politiques face à ces préoccupations décisives. La Réunion du Conseil ministériel à Madrid est pour les 56 États participants le moment opportun pour analyser ces questions et donner au Secrétariat et aux autres institutions de l'OSCE des instructions sur la voie à suivre.

Peut-être plus encore que toute autre organisation internationale, l'OSCE est tributaire de l'engagement durable de tous ses participants. Légère et souple, l'Organisation est aussi un instrument très fragile. Les réunions du Conseil ministériel sont de la plus haute importance car elles expriment la volonté politique des États participants et insufflent un élan si essentiel aux activités de l'Organisation.

Le présent numéro du *Magazine de l'OSCE* présente de manière approfondie quelques principaux dirigeants qui auront la difficile tâche de définir de solides orientations pratiques sur la base d'intenses négociations politiques. Comme le montre l'aperçu en page neuf du *Magazine*, certains d'entre eux ont fait spécialement le déplacement à Vienne plus tôt dans l'année pour partager avec le Conseil permanent leurs réflexions sur les nouvelles questions qui se posent.

Également dans ce numéro, le Ministre des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos, Président en exercice sortant, décrit le chemin qui nous a conduits à Madrid. Dans le même temps, son successeur, le Ministre des affaires étrangères finlandais Ilkka Kanerva, nous donne un aperçu de la manière dont la nouvelle Présidence nous mènera, au cours de l'année à venir, de Madrid à Helsinki.

Je me réjouis à l'idée d'apporter mon concours aux États participants dans le cadre de ce difficile processus.

Marc Perrin de Brichambaut
Vienne

Novembre 2007

Dans ce numéro



Relever le défi que pose la présidence d'un « instrument politique délicat »
Par le Président en exercice de l'OSCE
Miguel Ángel Moratinos

4

INTERVIEW AVEC LE FUTUR PRÉSIDENT EN EXERCICE, LE MINISTRE FINLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ILKKA KANERV

La Finlande et l'OSCE : nouveau départ
Par Martin Nesirky

7

Voix différentes, préoccupations communes au Conseil permanent

9

PARTENAIRES MÉDITERRANÉENS POUR LA COOPÉRATION

Il faut du temps pour que le concept de partenariat trouve sa signification véritable
Par l'Ambassadeur Antti Turunen

13

ENTRER DANS L'HISTOIRE

Les premiers administrateurs auxiliaires de l'OSCE « gagnent leurs galons »
Par Suzanne Blaha

18

Un Albanais en Géorgie : une vision personnelle sur cette « étrange » organisation
Par Xhodi Sakiqi

20

Aller puis retour au Kosovo : un sage investissement
Par Nuno Luzio

21

Sentir battre le pouls des habitants et de la police à Osh
Par Christina Kipou

22

Promouvoir la gouvernance professionnelle à Pejë/Peć
Par Nigar Huseynova

23

Acquérir une meilleure compréhension des événements : de Milli Mejlis à Mingechevir
Par Dinmukhamed Jamashev

24

Découvrir le rôle des questions économiques et environnementales dans le domaine de la diplomatie
Par Chynara Ibraimova

25

NOMINATIONS

26



Photo de couverture : Le Président en exercice de l'OSCE, le Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos rencontre la presse après la conférence de l'OSCE sur la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des Musulmans, qui s'est tenue les 9 et 10 octobre 2007. Quelques 300 personnes ont participé à cette réunion, un des points forts de la présidence espagnole.
Photo : Ministère espagnol des affaires étrangères

www.osce.org



UN PHOTO/MARCO CASTRO

Relever le défi que pose la présidence d'un « instrument politique délicat »

PAR LE PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'OSCE, MIGUEL ÁNGEL MORATINOS

Compte tenu de son concept de sécurité multidimensionnelle et coopérative et du niveau de développement de ses divers instruments, l'OSCE est bien placée pour favoriser l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et contribue ainsi à apporter les réponses coordonnées nécessaires pour relever les défis de sécurité auxquels le monde fait face aujourd'hui.

L'ONU et l'OSCE sont liées par la même volonté de renforcer un ordre international fondé sur des règles, sur le respect des droits de l'homme et sur la coopération en matière de sécurité entre les États et les sociétés.

La présidence actuelle de l'OSCE a renforcé l'objectif global de l'Organisation qui consiste à forger une Europe libre et en paix avec elle-même, et consciente de l'interdé-

pendance des problèmes liés à la sécurité et de la nécessité de coopérer dans un environnement marqué par la mondialisation et l'interdépendance.

Pour l'Espagne, l'OSCE est bien plus qu'un ensemble d'institutions fournissant une assistance aux États participants, elle ne se limite pas aux 19 missions de terrain déployées dans 17 pays et elle est bien plus qu'un forum permanent de dialogue basé à Vienne.

L'OSCE incarne avant tout un projet d'une importance stratégique, l'expression de la volonté commune de 56 pays d'œuvrer ensemble à un avenir plus sûr et plus prospère. Cette notion donne à l'Organisation un caractère unique, compte tenu du nombre de ses membres et de son expérience, et compte tenu également de l'égalité des États qui y participent et de l'ampleur du territoire qu'elle couvre, qui s'étend de Vancouver à Vladivostok.

L'Espagne a conscience que les principaux objectifs de l'Organisation n'ont pas encore été atteints et que de nouveaux défis sont apparus lesquels ont d'ailleurs guidé les travaux et les efforts de la présente présidence. L'Europe a, sans nul doute, enregistré d'important progrès depuis l'Acte final de Helsinki. Des murs sont tombés, des familles ont été réunies, et des guerres et des conflits tragiques ont été réglés. Nous avons le sentiment d'avoir évolué vers la nouvelle grande Europe, ainsi que le reflète la Charte de Paris.

NOBLES OBJECTIFS

Notre engagement à construire la paix et à renforcer les démocraties guide les actions des États et des sociétés civiles dans l'espace de l'OSCE. Nous sommes fiers d'avoir exercé la responsabilité de nous acquitter de ces engagements. Cette tâche est certes loin d'être aisée, mais nous n'allons pas modérer nos ambitions, en particulier à un moment où les tensions continuent de couvrir à l'intérieur de l'espace de l'OSCE.

Lorsque l'Espagne s'est portée candidate à la présidence de l'OSCE, elle était parfaitement consciente de tous ces défis. Nous avons beaucoup investi en imagination, en efforts et en ressources, à favoriser un climat de confiance dans les 56 États et à encourager les sociétés civiles à prendre activement part aux nobles objectifs qui sont la pierre angulaire de notre Organisation.

L'année 2007 a été une année pleine de défis pour l'OSCE et il convient de renouveler l'appel aux États participants pour qu'ils travaillent ensemble de manière à surmonter les obstacles, à rapprocher leurs positions et

New York, le 28 septembre 2007. Le Président en exercice, le Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos, prenant la parole à l'Assemblée générale des Nations Unies

à permettre à un consensus constructif de se faire jour. Ces dernières années, nous avons dû aider la Géorgie dans plusieurs incidents graves tels qu'en Abkhazie et dans la zone de conflit entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud. Ces incidents nous ont tous préoccupés et ont mis en lumière la nécessité de renforcer la confiance et la coopération.

Suite à l'incident du missile survenu en Géorgie le 6 août, la présidence espagnole a opté pour une approche proposant des mesures préventives spécifiques pour éviter que des incidents similaires ne se produisent à l'avenir. L'élaboration des propositions, leur approbation et leur mise en œuvre a constitué une priorité de la présidence espagnole tout comme l'a été la coopération étroite entre les Nations Unies et l'OSCE pour stabiliser la situation en Géorgie et dans la région.

Tout au long de l'année 2007, les coprésidents du Groupe de Minsk, avec le soutien actif du Représentant personnel de la présidence espagnole, Josep Borrell, ont poursuivi leurs efforts pour faciliter un règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Bien que leurs intenses efforts de médiation n'aient pas encore donné les résultats escomptés, les parties restent déterminées à poursuivre leurs négociations en vue de parvenir à un compromis.

L'OSCE continue de tenter de trouver une solution sur la question de la Transnistrie en Moldavie, en participant aux négociations « cinq plus deux » de concert avec les médiateurs de la Fédération de Russie et de l'Ukraine ainsi qu'avec les observateurs des États-Unis et de l'Union européenne.

Au cours des 18 derniers mois, nous nous sommes efforcés de convaincre les parties de négocier, puisqu'à l'image des autres États de l'OSCE, nous sommes convaincus que les négociations selon cette formule sont le moyen le plus prometteur de parvenir à un règlement viable et durable. C'est ainsi que la Moldavie bénéficierait d'un soutien excellent, lui permettant de se développer et de prospérer au cœur de la famille européenne.

L'Espagne estime qu'il ne suffira pas, pour que la paix puisse prendre racine, d'apposer des signatures sur des documents officiels et des traités, ce qu'il faut, c'est préparer le terrain en œuvrant à dépasser la méfiance et à construire des plates-formes pour le dialogue et la compréhension. Pour que la paix puisse s'instaurer demain, une action s'impose aujourd'hui dans les zones de conflit, y compris l'engagement des sociétés civiles.

Nous approchons du moment où une

Tiraspol, le 8 octobre.
Le Président en exercice
Miguel Ángel Moratinos
rencontre le leader
transnistrien Igor Smirnov.



décision devra être prise sur le statut futur du Kosovo. Les efforts pour trouver une solution juste et durable qui contribuera à la stabilité de la région ont été appuyés par l'OSCE et par la présidence espagnole.

Il est vrai que l'OSCE a maintenu une position neutre au fil des ans concernant la question du statut, ce qui a d'ailleurs été reconnu par toutes les communautés du Kosovo. L'impartialité, toutefois, n'est pas synonyme de non-engagement. Bien au contraire. Même si l'OSCE n'est pas intervenue directement dans les négociations sur le statut, elle a contribué sur le terrain à l'établissement des conditions propices à son application.

Nous sommes disposés à rester au Kosovo afin de superviser la protection des droits des communautés, en particulier celles qui concerne la décentralisation et la protection des sites culturels et religieux. Au sein de l'OSCE, notre espoir est le règlement du statut futur du Kosovo soit, finalement, sanctionné, par une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les pays d'Asie centrale jouent un rôle essentiel et crucial pour renforcer la sécurité dans toute la région de l'OSCE. La fragilité de l'Afghanistan, la menace terroriste et le trafic des stupéfiants et la criminalité organisée, ainsi que de graves obstacles structurels, tels que la gestion des ressources en eau, posent de véritables défis à notre Organisation.

INITIATIVES PARTAGÉES

Nous ne saurions ignorer le fait que la situation en Afghanistan a des répercussions sur la sécurité de toute l'Asie centrale. Dans ce contexte, l'OSCE a activement élaboré des projets relatifs à la gestion des frontières, en particulier au Tadjikistan. Nous espérons nous engager dans ces initiatives de sécurité partagées.

Le Kazakhstan a annoncé sa candidature à la présidence de l'OSCE, annonce qui a été accueillie favorablement par l'Organisation pour plusieurs bonnes raisons : la candidature kazakh est la première venant d'une ancienne

république soviétique et la première d'un État d'Asie centrale, et pour l'OSCE dans son ensemble.

Pour l'heure, il n'y a pas encore de consensus quant à la date de la présidence kazakhe. L'OSCE continuera à travailler étroitement avec ce pays, et l'assistera dans son processus de réforme. Sous sa présidence, l'Espagne s'est activement employée à la recherche d'un consensus entre tous les États de l'OSCE sur cette décision importante.

Dans ce *tour d'horizon* de l'OSCE, je me sens obligé de mentionner la question de la sécurité militaire au sens le plus conventionnel du terme c'est-à-dire les questions concernant la maîtrise des armements et le régime de désarmement qui soutient la sécurité dans les régions transatlantique et eurasiennne.

La présidence espagnole note avec grande préoccupation l'impasse actuelle concernant la future mise en œuvre du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Ce traité a servi de pierre angulaire à la sécurité européenne depuis 1990 et il nous paraît indispensable d'empêcher tout retour en arrière.

La présidence demande donc à tous les États participants de redoubler d'efforts et de faire preuve de la souplesse nécessaire pour trouver une solution à cette impasse, dans un esprit de confiance, de transparence et de coopération mutuelle. La réunion du Conseil ministériel à Madrid à la fin de novembre offrira l'occasion de redonner un élan au processus auquel l'Espagne participe activement.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

À la barre de l'OSCE, l'Espagne a agi sur une vaste gamme de défis d'une manière équilibrée et concrète. Nous avons accordé la priorité la plus élevée à la lutte contre le terrorisme, travaillant efficacement à appuyer la mise en œuvre de la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui a une vaste portée, et le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme. En 2001, les États participants de l'OSCE se sont engagés à adhérer aux 12 conventions et protocoles universels sur le terrorisme. Aujourd'hui, 48 des 56 États participants de l'OSCE sont parties à ces 12 instruments.

Cette année, nous avons organisé quatre grandes conférences axées sur des domaines spécifiques de la lutte contre le terrorisme : coopération judiciaire dans la lutte contre le terrorisme, partenariat public-privé de la lutte contre le terrorisme, sécurité des documents de voyage, et assistance aux victimes du terrorisme. De plus, les ateliers d'experts se sont tenus en octobre et novembre et ont examiné les questions relatives à l'incitation au terrorisme et l'utilisation d'Internet à des fins terroristes.

L'OSCE continue de collaborer avec les États dans leurs efforts visant à mettre en œuvre des accords et conventions internationaux ainsi qu'à générer des formes innovatrices de coopération dans leurs préoccupations de sécurité clés partagées.

La présidence espagnole a aussi obtenu d'excellents résultats dans le domaine de la sécurité économique et environnementale avec un accent particulier sur la menace que constituent la dégradation des sols et la ges-

tion de l'eau. Je suis convaincu que l'OSCE peut servir de plate-forme de dialogue et de réseau de coopération dans ces domaines, puisqu'ils occupent une place primordiale dans le concept de sécurité de l'Organisation.

Cette année, nous avons renforcé la dimension humaine de l'OSCE. Je crois que nous avons réalisé des progrès dans la promotion de valeurs sûres dans des sociétés diverses et pluralistes, question qui est intimement liée à la volonté d'asseoir la démocratie dans tous les États participants. La diversité est aujourd'hui une réalité pour toutes nos sociétés et sans respect de la diversité, tout dialogue est inutile. Cette réflexion devrait être prioritaire dans nos esprits alors que nous avançons dans le XXI^e siècle. L'OSCE attache une grande importance à l'« Alliance des civilisations » des Nations Unies en tant qu'instrument positif de gestion et de promotion de bonnes pratiques dans des domaines relatifs aux jeunes, à l'éducation, aux migrations et aux médias.

L'OSCE a largement contribué à la promotion des politiques et pratiques dans le domaine de la tolérance et de la non-discrimination. Après tout, l'OSCE est elle-même une alliance des civilisations en action, même si nous devons parvenir à un consensus sur des propositions d'action concernant l'initiative des Nations Unies.

La présidence de l'OSCE a tenu une conférence sur les défis posés par l'islamophobie à Cordoue en octobre dans le cadre de la dimension humaine. Elle traduit notre conviction qu'il faut promouvoir la tolérance et la non-discrimination pour obtenir une coexistence harmonieuse sous tous ses aspects. Cet événement a suivi une conférence sur l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance qui se sont déroulées en 2005, également à Cordoue.

ORDRE DU JOUR TOUJOURS PLUS VASTE

Pour l'OSCE, la « liste des tâches » à entreprendre est loin de raccourcir et elle s'allonge avec l'apparition de chaque nouveau défi. Naturellement, l'ordre du jour du Conseil ministériel de 2007 à Madrid est ambitieux. Lors de la réunion, la présidence espagnole s'attachera activement à parvenir à un consensus sur des décisions vitales, notamment celles qui visent le renforcement de la sécurité environnementale et celui des sociétés pluralistes, l'intensification de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et de lutte contre la traite des êtres humains.

Présider l'OSCE est un défi considérable, car c'est un instrument politique délicat doté d'un caractère unique et d'une histoire. Cette tâche implique la gestion des tensions existantes dans l'espace de l'OSCE et des menaces qui entravent son progrès et sa sécurité. C'est pourquoi, la responsabilité de la présidence de l'Organisation requiert un engagement passionné pour la cohésion de 56 États autour d'une vision partagée, celle d'une Europe libre et en paix.

Cet article est basé sur l'allocation du Président en exercice de l'OSCE, le Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos, à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 septembre 2007.



INTERVIEW AVEC LE FUTUR PRÉSIDENT EN EXERCICE

La Finlande et l'OSCE : nouveau départ

La Finlande, située tout en haut de l'Europe géographiquement, a une économie fort enviable et du talent pour élaborer des réseaux et des alliances stratégiques. Ayant mené à bien la présidence de l'Union européenne à la fin de 2006, le pays est désormais prêt pour être à la tête de l'OSCE en 2008. Le Ministre finlandais des affaires étrangères Ilkka Kanerva, qui a été député à l'âge de 27 ans en 1975, année de la signature de l'Acte de Helsinki, ajoutera le rôle de Président en exercice de l'OSCE à ses autres responsabilités. Il a occupé plusieurs postes dans des ministères avant d'être nommé Ministre des affaires étrangères en avril 2007. Né à Turku et diplômé en sciences politiques, le Ministre Kanerva aime courir et s'occupe de plusieurs organisations sportives. Dans l'entretien qui suit avec le porte-parole de l'OSCE Martin Nesirky, il présente quelques-uns des défis que la Présidence finlandaise devra relever.

Martin Nesirky : la place de la Finlande et de sa capitale dans l'histoire de l'OSCE sont déjà un garant de succès ne serait-ce qu'en raison de l'Acte final de Helsinki. Qu'est-ce qui a incité votre pays à accepter la présidence de l'Organisation en 2008 ?

Le Ministre des affaires étrangères Ilkka Kanerva : j'aimerais retourner la question et demander : pourquoi pas ? Il est clair que la Finlande a accueilli les consultations de Dipoli au début des années 70, le Sommet

de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en 1975, et le dixième anniversaire de la CSCE au niveau ministériel en 1985, ainsi que la réunion de suivi et le Sommet de la CSCE en 1992. Toutefois, nous n'avons pas encore exercé la présidence de l'OSCE « moderne » et nous avons eu le sentiment que notre présidence apporterait la continuité non seulement à la politique étrangère finlandaise mais aussi à l'OSCE.

Les commentateurs et les pays se sont déclarés préoccupés par une polarisation accrue dans l'espace de l'OSCE. Que peut faire la Finlande pour ranimer l'esprit de Helsinki ?

On ne peut plus revenir en arrière aux années 70. La Finlande est fière de l'esprit de Helsinki et du processus de la CSCE qui a tant aidé l'Europe, ses pays et ses citoyens à mettre fin à la division strictement politique, économique et militaire du continent. Mais les défis sont autres aujourd'hui. Je ne pense pas qu'il soit correct de parler de polarisation dans un monde qui est — et qui sera — interdépendant. J'estime plutôt que les débats qui sont quelquefois animés au sein de l'OSCE et ailleurs sont le signe d'un échange d'idées libre. Les gouvernements, les parlementaires, les organisations non gouvernementales et la société civile en général devraient tous être en mesure de participer à nos débats.

Photo: Lehtikuva/VNK

Quelles priorités la Finlande a-t-elle l'intention de promouvoir et de poursuivre au cours de sa présidence. Quelles raisons ont motivé votre choix ?

Je répondrai volontiers à cette question dans le cadre d'un prochain entretien. Pour l'heure, je souhaite que mon collègue et ami, le Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos mène à bien la présidence espagnole de 2007. La Finlande présentera le programme et les priorités de sa présidence le moment voulu en janvier prochain.

Certains estiment que chaque présidence comporte un ensemble de priorités pour une année, ce qui atténue la cohésion générale et l'efficacité de l'Organisation. Qu'en pensez-vous ?

C'est, il est clair, un risque. Il faudrait éviter de changer de priorités. Le Secrétaire général a un rôle clef à jouer en assurant la continuité, et les chefs des institutions de l'OSCE doivent en faire de même. Toutefois, assumer la présidence de l'OSCE n'est pas un exercice bureaucratique, cela implique une direction et des orientations politiques. Lors de la fixation des priorités, tout Président en exercice fera appel à son sens politique pour que l'Organisation garde toute son importance.

Comment pourriez-vous caractériser le style et l'approche visés par la présidence ?

Cette question étant plutôt prospective, ce sont mes collègues qui pourraient y répondre au mieux le moment voulu. Je souhaiterais que notre présidence soit un effort honnête d'écoute de tous et utilise ensuite au mieux les possibilités de l'OSCE sans s'enliser dans les problèmes.

L'OSCE a défini sa mission en termes de stabilité, de prospérité, de démocratie et de valeur pratique qu'elle offre à ses États participants. Si vous aviez à vous fonder sur cette caractéristique et englober les objectifs de l'OSCE de la Finlande dans un slogan, quel serait-il ?

J'aimerais utiliser un slogan du milieu sportif — pour tenir également compte du fait que les Jeux olympiques de Beijing auront lieu l'année prochaine — et dire « plus rapide, plus haut et plus fort ». Nos réalisations se prêtent quelquefois à des améliorations et tout athlète sait ce qu'il faut pour cela : la pratique.

Quels sont selon vous les grandes forces et les grandes faiblesses de l'OSCE ?

Sa vaste composition et le concept global de sécurité sont des forces universellement reconnues. Son autre force est le vaste réseau qu'elle forme d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. L'OSCE peut également s'enorgueillir de sa légèreté et de sa souplesse lorsqu'il faut agir avec rapidité. Le principe de consensus est bien sûr principalement une force et une sorte de marque pour la sécurité coopérative mais il peut aussi quelquefois être une faiblesse car les décisions pouvant être indûment retardées.

La Finlande a des marques mondialement connues. Quelle est selon vous la marque clef de l'OSCE et comment pourrait-elle, selon vous, être mieux commercialisée ?

L'image de l'OSCE est connue d'un petit groupe de responsables politiques, d'experts et de chercheurs. Son image en Finlande porte toujours l'empreinte de la réussite de 1975. Il faut un produit de première classe pour créer une image de marque qui soit forte, positive à la

Nokia. J'appelle le monde entier à s'associer à moi pour commercialiser les produits de l'OSCE qui, selon moi, peuvent être de première classe.

Quel est, selon vous, le principal défi que vous aurez à relever lorsque vous occuperez ce poste l'année prochaine et comment prévoyez-vous d'y faire face ?

J'aimerais léguer à mon successeur une OSCE qui a survécu aux problèmes faciles et difficiles, mais qui a aussi prouvé son efficacité. C'est le principal défi qu'il est possible de relever par une bonne coopération et avec détermination. Je souhaiterais préciser que les problèmes concernent dans l'ensemble, non seulement l'OSCE mais aussi de nombreuses autres organisations, il faudra donc coopérer également avec ces dernières.

Sur le plan pratique, comment un pays de cinq millions de personnes se prépare-t-il à présider une Organisation qui couvre de si nombreux pays, des vues si concurrentielles et une population si nombreuse ?

Cette tâche ayant été confiée à la Finlande par tous les autres États participants, ces derniers ne vont donc pas, je pense, mettre en question leur propre décision. D'autres petits États de la même taille ont mené à bien la présidence y compris nos voisins nordiques. La Finlande n'hésite certainement pas à exercer la présidence de l'OSCE si elle a le soutien des autres pays.

Quelles leçons avez-vous tirées de la coopération avec vos voisins baltiques qui pourrait s'appliquer à l'OSCE, par exemple en travaillant avec nos pays partenaires ?

On ne saurait comparer les situations dans le domaine des relations internationales en Europe du Nord et autour de la mer Baltique, un réseau incroyable de coopération s'est mis en place en un temps record, la coopération sous-régionale a montré sa force. Les relations de l'OSCE avec ses partenaires méditerranéens et asiatiques pourraient bénéficier d'exemples dans lesquels les voisins s'efforcent de régler leurs problèmes mutuels tout en approfondissant les relations avec d'autres pays et organisations.

Selon les critiques, l'OSCE n'équilibre pas son action dans les différents domaines ou différentes dimensions de la sécurité. Notre équilibre est-il juste et, dans la négative, sur quoi devrions-nous mettre plus d'accent ?

La beauté est quelque chose de subjectif. Je ne pense pas que l'on puisse calculer de manière mathématique le point d'équilibre entre les dimensions politico-militaire, économique et environnementale et les dimensions humaines. La Finlande fera tout son possible pour que l'OSCE soit prête à traiter des questions, dans toutes les dimensions.

Souhaiteriez-vous voir un autre Sommet dans le Finlandia Hall qui serait à la fois l'apothéose de votre présidence et pourrait également introduire potentiellement une nouvelle génération de Helsinki ?

Oui, je le souhaiterais, à condition que les chefs des pays de l'OSCE aient d'importantes décisions à prendre qui justifieraient une telle occasion historique. À l'heure actuelle, je ne vois pas poindre une telle situation l'année prochaine.

Voix différentes, préoccupations communes au Conseil permanent

« Nous avons certainement contribué à renforcer le profil de l'OSCE et avons mis en lumière son importance. Il suffit de regarder la liste des orateurs de haut niveau au Conseil permanent » dit Carlos Sánchez de Boado, Représentant permanent de l'Espagne à l'OSCE, lors d'une entrevue récente marquant la phase finale de la présidence.

« La culmination de toute présidence est la réunion du Conseil ministériel et cette année à Madrid, à la fin novembre, il en sera de même, » dit l'Ambassadeur qui a assuré la présidence du Conseil permanent en 2007. « Nous sommes résolument sur la route de Madrid : nous avons parcouru un long chemin, celui qui nous reste à

parcourir est clair même si notre voyage est loin d'être à son terme. Nous avons consulté tous les États participants et les avons informés de nos idées et de nos projets. Nous l'avons fait avec tous de manière égale parce que nous croyons que l'Organisation appartient à nous tous et pas seulement à un pays ou un groupe de pays. »

Le Conseil permanent, qui se réunit chaque semaine à la Hofburg à Vienne, est l'organe régulier de l'Organisation pour les consultations et la prise de décisions politiques. Ci-après des extraits des allocutions de certains dignitaires venus à Vienne notamment pour faire part de leurs vues avec les représentants des 56 États participants de l'OSCE et les 11 partenaires pour la coopération.



OSCE/MIKHAIL LEVSTAFIEV

Le Ministre allemand des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, le 18 janvier 2007. Si l'intégration européenne est une réussite, l'OSCE y a largement contribué. Pendant la guerre froide, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui a précédé l'OSCE, a été un des principaux forums dans lesquels l'Est et l'Ouest pouvaient se rapprocher. La CSCE a permis de surmonter la division de l'Europe et, à nous Allemands, elle nous a permis de réunifier notre pays. L'Allemagne n'oubliera jamais cette contribution historique. Et, en particulier, l'OSCE a toujours été le symbole de relations transatlantiques étroites.

L'OSCE est le meilleur choix lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité et la coopération en Europe et dans les régions avoisinantes. Les États participants de l'OSCE ont créé les instruments les plus rigoureux et interreliés en matière de maîtrise des armements conventionnels dans le monde. L'Organisation a apporté une contribution vitale aux processus de transformation devenus nécessaires à la fin de la guerre froide. Il convient de préserver ce réseau de sécurité, de le développer plus avant et de l'adapter aux progrès de la technologie militaire. Il demeure un élément clef dans l'instauration des mesures de sécurité continues pour la sécurité en Europe.

Il nous faut donc promouvoir activement les succès que nous avons obtenus en matière de maîtrise des armements dans d'autres régions. Je suis tout à fait favorable à ce que l'OSCE en discute avec ses partenaires asiatiques et méditerranéens pour la coopération.

L'OSCE est le seul forum sur la politique de sécurité dans le contexte paneuropéen. La sécurité et la stabilité requièrent un engagement politique et des efforts constants.



OSCE/SUSANNA LOOF

Le Ministre arménien des affaires étrangères Vartan Oskanian, le 17 avril 2007. Même si l'Arménie considère cette Organisation comme indispensable, il est indéniable que ses coûts et bénéfices sont évalués très différemment dans diverses capitales. Certains souhaiteraient lui accorder encore plus de pouvoirs tandis que d'autres sont réticents à le faire. Notre délégation est prête à s'engager pleinement à assurer à l'OSCE la solide viabilité qui constitue, dans une large mesure, un des piliers de notre paysage de politique étrangère ainsi qu'un partenaire du développement et de l'établissement de processus démocratiques, notamment de la réforme électorale.

La Ministre ukrainien des affaires étrangères, Arseniy Yatsenyuk, le 26 avril 2007. Le changement de nature des défis mondiaux a apporté un nouvel agenda à notre Organisation. La sécurité de l'énergie en est l'un des exemples les plus frappants. Sous-évalué par le passé, il mérite aujourd'hui notre attention la plus soutenue. Il n'existe pas de règles claires en matière d'énergie dans le monde. Nous croyons fermement que le défi énergétique devrait donner une certaine indépendance aux États et aux personnes. Il ne devrait pas être un défi mais devrait constituer une garantie pour tous les pays et toutes les personnes.



OSCE/SUSANNA LOOF



OSCE

Le Ministre kazakh des affaires étrangères, Marat Tazhin, le 30 avril 2007. L'exercice de la présidence de l'OSCE faciliterait l'évolution du système politique kazakh et contribuerait à réformer la société et la vie politique du pays vers une plus grande démocratisation. Une réponse positive à notre candidature à la présidence en 2009 pourrait avoir un effet multiplicateur sur la modernisation de notre pays et de la région dans son ensemble. Il encouragerait d'autres États d'Asie centrale à progresser vers une libéralisation et une plus grande ouverture de leurs systèmes politiques et économiques.

Le Président lituanien, Valdas Adamkus, le 8 mars 2007. Pour mon pays, OSCE signifie « nous » et non pas « nous et eux ». La dichotomie entre « à l'est de Vienne » et « à l'ouest de Vienne » n'a aucune signification à nos yeux. Alors que beaucoup a été fait pour unifier l'espace de l'OSCE et supprimer les lignes de division du passé, nous devons reconnaître qu'il subsiste des régions caractérisées par des tensions et l'absence de dialogue. Tant que les conflits ne sont pas réglés dans le Caucase du Sud et en Moldavie et que des tensions persistent dans certaines parties de l'Europe du Sud-Est, il nous reste du travail à faire. Notre responsabilité commune dans ce contexte est de renforcer la confiance en remédiant aux désaccords et de garantir la sécurité, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États participants.

L'idée sur laquelle se fonde l'OSCE est chère à tous les Lituanien. Pendant de nombreuses années, l'OSCE a été notre guide vers les objectifs et valeurs démocratiques et nous a toujours incités à l'action. Après avoir vécu dans un isolement imposé, la Lituanie a légitimement rejoint la famille européenne en tant que membre à part entière de l'OSCE, de l'UE et de l'OTAN. Les valeurs et les engagements de l'OSCE ainsi que de ses institutions nous ont guidés à travers ce processus. C'est pourquoi, le peuple lituanien est à tout jamais reconnaissant.



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV

Le Ministre albanais des affaires étrangères Besnik Mustafaj, le 8 mars 2007. Compte tenu des progrès de l'Albanie dans la mise en œuvre de ses engagements et la perspective d'un progrès constant dans les années à venir, l'Albanie a estimé opportun d'offrir sa candidature pour la présidence de l'OSCE en 2012. Avec le consentement express des États participants, un pays des Balkans occidentaux assumerait pour la première fois la présidence de l'Organisation. Cela prouverait non seulement la capacité accrue d'un pays qui a coopéré et a été assisté et a bénéficié de l'OSCE cela servirait aussi de moyen supplémentaire pour promouvoir les valeurs et préoccupations en commun au sein de la région même.

Le Ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov, le 23 mai 2007. L'avenir du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe et celui des systèmes de défense antimissiles sont de toute évidence des questions brûlantes qui ont une incidence directe sur la sécurité européenne et sur la sécurité de toute la région euro-atlantique.



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV



OSCE/MIKHAIL EVSTAFIEV

Le Ministre géorgien des affaires étrangères Gela Bezhushvili, le 14 juin 2007. À nos yeux, l'OSCE est une importante structure internationale pour la promotion de la paix et de la stabilité sur le continent européen et le monde, et nous sommes résolus à accroître son rôle en renforçant la capacité de cette Organisation par un processus de réformes axé sur les résultats. Nous soutenons une perspective transdimensionnelle afin de créer des liens solides entre les trois dimensions de l'OSCE. Cela est particulièrement important dans le domaine de la prévention et du règlement, ainsi que du relèvement après les conflits...La seule voie qui s'offre, selon nous, à la paix dans la région de Tskhinvali / Ossétie du Sud est la même que pour tous les peuples de Géorgie : nous devons réaliser la promesse de la liberté individuelle, des perspectives économiques, de la qualité de vie et de la sécurité humaine. Cette approche, je crois, reflète l'esprit dans lequel l'OSCE a été fondée.

Le Ministre portugais des affaires étrangères Luis Amado, le 12 juillet 2007. En ma qualité de Président du Conseil de l'Union européenne, je souhaiterais souligner qu'il importe d'élaborer un ordre du jour complémentaire au sein de l'OSCE. Il est essentiel que nous mettions en commun nos instruments afin de relever les défis qui nous attendent, en particulier dans certains scénarios critiques.



OSCE/MIKI CALENTARU

...Bien que le défi le plus grave à notre sécurité commune réside, selon moi, aujourd'hui dans le bassin méditerranéen, je suis conscient également qu'il reste encore du travail pour assurer la stabilisation des Balkans et d'autres régions de l'espace de l'OSCE. À cet égard, je souhaiterais souligner à quel point ce lien transatlantique a été important pour la stabilité de l'Europe. Je crois résolument qu'un tel partenariat doit rester au cœur de notre agenda. Dans le même temps, l'Europe doit renoncer à son partenariat stratégique avec la Russie. Je ne vois pas de meilleur forum que l'OSCE pour tenter de combler les lacunes qui subsistent mais sont moindres.

Vienne, le 31 mai 2007. La Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, accompagnée de l'Ambassadeur d'Espagne Carlos Sánchez de Boado, Président du Conseil permanent.



OSCE/SUSANNA LOOF

Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, le 31 mai 2007. Lorsque j'observe les représentants des pays assis autour de cette table et que je songe aux circonstances dans lesquelles l'Organisation a été créée...je me demande si quelqu'un a un jour songé que tout cela se passerait essentiellement par un processus de changement pacifique. Et pour moi, c'est un grand intérêt et une source de grande inspiration, si nous regardons le monde qui se trouve aujourd'hui pris dans un effroyable tourbillon.

Lorsque j'observe le travail important qui est réalisé à l'appui des élections, à l'appui de l'établissement de la paix, à l'appui des droits de l'homme, et à l'appui de l'architecture de sécurité, j'y vois la base sur laquelle repose toute l'Europe, libre et en paix. Je voudrais vous assurer que les États-Unis demeureront actifs dans cette Organisation, avec l'intention de jouer un rôle de chef de file et d'user des bons offices de cette institution pour les tâches importantes qui l'attendent.

Le Premier Ministre croate Ivo Sanader, le 10 juillet 2007. Notre coopération avec l'OSCE a été extrêmement importante et utile pour renforcer les institutions, traiter de questions en transition et renforcer l'environnement démocratique. L'OSCE a joué un rôle clef dans le relèvement après conflit dans notre région, et



OSCE/SUSANNA LOOF

et dans la promotion du concept global de sécurité régionale qui comprend également la protection des droits de l'homme et des droits des minorités, la démocratisation de la société et la primauté du droit, l'appui au développement de la société civile et des ONG, et le renforcement de la tolérance et de la non-discrimination.

L'engagement de la Mission de l'OSCE au-delà de 2007 après 11 ans de coopération, ne devrait pas être nécessaire. Mon gouvernement offre des garanties pleines et vérifiables pour l'exécution des obligations restantes.

Le Ministre serbe des affaires étrangères Vuk Jeremić, le 17 juillet 2007. Je tiens à vous faire part du sentiment de fierté que j'éprouve d'être le Premier Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie à prendre la parole devant cette tribune. Mon pays, d'une certaine manière, symbolise à la fois la continuité et le changement de plusieurs décennies passées, une continuité et un changement dont l'OSCE elle-même a fait l'expérience. La Serbie et l'OSCE ont été donc, d'une certaine façon, le baromètre du changement en Europe.

Mon pays, l'une des six républiques issus de la Yougoslavie socialiste a joué un rôle crucial en faisant avancer ce qui a débuté à Helsinki il y a plus de 30 ans, à savoir un processus dont le premier stade a culminé par la signature de ce qui reste un principe fondamental du système international, l'Acte final de Helsinki.

...Je crois fermement que nous partageons le même but commun dans les Balkans occidentaux : la réalisation d'une solution pour le statut futur du Kosovo qui promeut la consolidation des valeurs et institutions démocratiques, une solution qui promeut la transformation économique des Balkans occidentaux et l'architecture de sécurité de l'Europe tout entière.

Et je crois fermement que nous tous ici présents, les représentants des pays signataires de l'Acte final de Helsinki, nous appuyons une solution qui soit conforme aux valeurs et à la langue de l'Acte lui-même.



OSCE/MIKHAIL ENSTAFIEV

Le Ministre monténégrin des affaires étrangères, Milan Rocen (à droite) et l'Ambassadeur d'Espagne Carlos Sánchez de Boado.



OSCE/SUSANNA LOOF

Le Ministre monténégrin des affaires étrangères Milan Rocen, le 25 octobre 2007. Le Monténégro est reconnu aujourd'hui dans la région comme étant une réussite européenne et un succès concret en termes de politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne. Le rôle que l'OSCE a joué à cet égard est incommensurable. Dans l'histoire moderne du Monténégro, on se souviendra toujours que cela a été la première organisation internationale à laquelle nous avons été admis en tant qu'État indépendant.

La Mission de l'OSCE revêt une grande importance dans cette phase de notre développement dans la mesure où elle appuie les processus de réforme au Monténégro. Elle a un rôle positif à jouer dans les projets relatifs à la réforme de la police, au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité organisée et la corruption, le renforcement des institutions, la réforme du judiciaire, l'assistance au parlement ainsi que la transformation du secteur de la défense. Son rôle est particulièrement apprécié dans la destruction des surplus d'armes au Monténégro. Nous voyons l'engagement de l'OSCE comme faisant partie de son agenda de l'Union européenne. Nous pensons que la synergie et la coopération entre les activités de l'Union européenne et de l'OSCE sont vitales.

Nickolai N. Bordyuzha, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de sécurité collective, le 13 février 2007. L'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), une structure d'intégration multifonctionnelle à vocation militaire et politique est enfin devenue un organe régional international à part entière. Elle comprend aujourd'hui l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Fédération de Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.



OSCE/MIKHAIL ENSTAFIEV

Je note avec plaisir que le niveau de coopération est assez élevé et productif avec une organisation européenne aussi influente que l'OSCE. Nous avons l'intention de maintenir le dynamisme de nos relations qui se développent de manière positive, et continuerons de prendre activement part à la Conférence annuelle d'examen des questions de sécurité et aux activités du Forum pour la coopération en matière de sécurité, à l'Unité d'action contre le terrorisme et au Centre de prévention des conflits.

À l'initiative des États membres de l'OTSC, le Conseil ministériel et le Conseil permanent de l'OSCE ont adopté un certain nombre de décisions sur la lutte contre la menace de trafic de drogues.

Les États membres de notre Organisation sont réellement intéressés à ce que des structures de l'OSCE plus actives soient établies dans le domaine de la sécurité. Nous jugeons utile de nous engager intensément dans des questions relatives à la maîtrise des armements et de confiance, dans le cadre de l'OSCE, conformément à la *Stratégie de l'OSCE visant à faire face aux menaces pour la sécurité et la stabilité au XXIe siècle*.



PARTENAIRES MÉDITERRANÉENS POUR LA COOPÉRATION

Il faut du temps pour que le concept de partenariat trouve sa signification véritable

PAR L'AMBASSADEUR ANTTI TURUNEN

La relation de longue date entre l'OSCE et les partenaires méditerranéens pour la coopération remonte au début du processus de Helsinki. En effet, l'Acte final de Helsinki de 1975 a affirmé avec conviction :

...la question de la sécurité en Europe doit être considérée dans le contexte plus large de la sécurité dans le monde et qu'elle est étroitement liée à la sécurité dans la région méditerranéenne tout entière, si bien que le processus de l'amélioration de la sécurité ne devrait pas être limité à l'Europe mais devrait s'étendre à d'autres parties du monde et en partie à la région méditerranéenne...

Depuis lors, le dialogue et la coopération acquièrent toujours plus d'importance à chaque Sommet et à chaque Réunion du Conseil ministériel.

Au Sommet de Helsinki en 1992, il a été jugé essentiel d'établir des relations plus claires et de maintenir un contact plus étroit avec les partenaires méditerranéens, les partenaires ont donc été régulièrement invités aux réunions du Conseil ministériel de la CSCE et aux conférences de suivi ainsi qu'au lancement de la tradition des séminaires consacrés à la Méditerranée. Ces séminaires sont, avec le Forum parlementaire euroméditerranéen, des véhicules idéaux d'échange d'idées et d'expériences.

Un autre élément clef a été la décision, prise au Sommet de Budapest en 1994, de créer un groupe de contact informel relevant du Conseil

permanent. Le Groupe, que la Finlande a l'honneur de présider cette année, sert désormais de vecteur principal au dialogue politique avec les partenaires méditerranéens.

Un autre tournant important a été l'adoption par les États participants de la *Stratégie de l'OSCE visant à faire face aux menaces pour la sécurité et la stabilité au XXI^e siècle* lors de la Réunion du Conseil ministériel à Maastricht en 2003. Cette déclaration a été l'occasion tant pour l'OSCE que pour ses partenaires de renforcer leur interaction. On peut y lire ce qui suit :

Compte tenu de l'importance accrue des menaces qui émanent des régions adjacentes ou qui y prennent davantage d'ampleur, l'OSCE intensifiera sa coopération avec ses partenaires méditerranéens et asiatiques pour la coopération en identifiant, à un stade précoce, les domaines communs d'intérêt et de préoccupation, ainsi que de nouvelles possibilités d'action coordonnée. Nous les encouragerons à appliquer volontairement les principes et les engagements de l'OSCE et coopérons, le cas échéant, avec eux à cet égard...

Aujourd'hui, cette détermination renouvelée est évidente dans l'élargissement de la portée de la coopération avec les partenaires, qui englobe désormais tous les aspects des activités de l'Organisation — depuis les mesures de confiance et le dialogue politique visant à encourager la sécurité régionale et les normes de comportement partagées, à une collaboration plus spécifique dans le règlement de quelques unes des questions les plus urgentes de notre temps : l'intolérance et la discrimination crois-

De gauche à droite :
Ambassadeurs Ehab Fawzy
(Égypte), Dan Ashbel
(Israël), Omar Zniber
(Maroc), Taous Feroukhi
(Algérie), Mohamed Daouas
(Tunisie) et Shehab A. Madi
(Jordanie)
Photo : OSCE/Susanna Lööf

santes, le spectre du terrorisme, les liens entre le bien-être et la sécurité économique et environnementale ainsi que la bonne gestion des migrations.

Parmi les événements qui se sont tenus pour la première fois cette année, il y a lieu de relever la réunion à laquelle ont participé les 11 partenaires pour la coopération — six partenaires méditerranéens et cinq partenaires asiatiques — avec leurs groupes de contacts respectifs. J'ai été heureux de noter que cet événement a été accueilli favorablement par tous et j'espère que cette pratique se poursuivra.

Cette année également, la présidence espagnole a organisé une réunion informelle entre les trois Représentants personnels du Président en exercice sur la tolérance et les partenaires méditerranéens, qui ont grandement appuyé le travail des Représentants. Afin de maintenir cette dynamique dans ce domaine crucial, la Finlande a proposé de choisir la lutte contre l'intolérance comme thème du séminaire méditerranéen qui se tiendra en décembre 2007.

La situation politique en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient nous a malheureusement empêché — tant les États participants que les partenaires — de renforcer nos relations comme nous l'aurions souhaité dans le cadre du programme des partenaires pour la coopération.

Toutefois, au cours de la présidence finlandaise de l'Union européenne, au cours du second semestre de 2006, l'Union européenne a activement participé aux efforts visant à insuffler un élan nouveau au processus de paix au Moyen-Orient. L'adoption d'une déclaration commune à la

réunion ministérielle Euro-Med en novembre 2006 a reflété la volonté des États méditerranéens à utiliser les plateformes régionales pour nouer des liens plus étroits avec les partenaires régionaux.

Bien que l'OSCE ne soit pas, de toute évidence, le chef de file du processus de paix dans la région, je pense que nous pourrions continuer à chercher des possibilités d'action pour favoriser le dialogue et partager les normes, principes et engagements dans des zones géographiques non couvertes par nos accords de partenariat.

Plus de trois décennies se sont écoulées depuis que la CSCE/l'OSCE et les partenaires méditerranéens ont jeté les bases d'une relation de renforcement mutuel au profit de la sécurité. Le moment est venu, je crois, d'accélérer la recherche de nouvelles possibilités afin de donner une vraie signification au concept de partenariat.

L'Ambassadeur Antti Turunen, chef de la Mission permanente de la Finlande auprès de l'OSCE, a présidé cette année le groupe de contact avec les partenaires méditerranéens pour la coopération. Il travaille pour l'OSCE depuis 1986. Il a également occupé les fonctions de chef adjoint de sa délégation de 1994 à 1997. Avant de rentrer à Vienne en février 2007, il a dirigé l'Unité d'Europe orientale et d'Asie centrale au Ministère finlandais des affaires étrangères.



OSCE/SUSANNA LOOF

Algérie : nouvelles approches prometteuses sur la voie du partenariat

L'Acte final de Helsinki a reconnu l'importance de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée concernant la sécurité collective et sa nature indivisible. Depuis lors, l'Algérie a participé activement à l'établissement d'un partenariat entre la Méditerranée et l'OSCE. Nos arguments à l'appui d'une relation mutuellement avantageuse restent toujours aussi valables :

- L'Acte offre aux partenaires méditerranéens l'occasion de renforcer le dialogue et la coopération dans une zone qui s'étend de Vancouver à Vladivostok.
- Il permet aux partenaires méditerranéens de bénéficier de travaux préventifs et normatifs sur des sujets liés aux dimensions politico-militaire, économique et environnementale et humaine ; et
- Il encourage à la fois les États participants et les partenaires à poursuivre les objectifs communs lorsque nous traitons de problèmes de nature transfrontière, notamment du terrorisme, du trafic des armes et des drogues, de la criminalité organisée, de la migration clandestine, de l'intolérance et de la dégradation de l'environnement.

Des progrès — certes modestes — ont été accomplis au sein de ce partenariat, grâce aux efforts des partenaires méditerranéens par l'adoption d'une approche orientée vers l'action. Cela se traduit dans les propositions présentées au sein du Groupe de contact des partenaires méditerranéens et des nombreuses recommandations issues des séminaires méditerranéens qui se tiennent chaque année.

Ces progrès sont des étapes encourageantes sur la voie d'une intégration plus efficace des partenaires dans les activités de l'Organisation. Par exemple, les partenaires ont obtenu aujourd'hui régulièrement présents lors des discussions du Conseil permanent

et du Forum pour la coopération en matière de sécurité. De plus, la Décision No 571, adoptée par le Conseil permanent en 2003, encourage les partenaires à appliquer volontairement les normes et principes de l'OSCE.

Toutefois, des efforts supplémentaires s'imposent pour renforcer le partenariat méditerranéen dont le potentiel n'a pas encore été pleinement exploité. Pour notre part, notre délégation réaffirme l'importance des initiatives proposées au nom des partenaires méditerranéens. Parmi ces dernières, il y a lieu surtout de relever l'établissement d'un mécanisme visant à assurer une meilleure interaction entre le Groupe de contact et le Conseil permanent, et un fonds de financement des activités de l'OSCE avec ses pays partenaires.

De plus, compte tenu des défis transfrontière auxquels sont confrontés à la fois les États participants et leurs partenaires, l'Algérie a encouragé l'OSCE à renforcer sa dimension méditerranéenne et à poursuivre sa coopération avec les organisations et institutions régionales telles que le partenariat euro-méditerranéen, l'Union africaine et la Ligue des États arabes.

La voie sur laquelle nous nous sommes engagés exige, selon nous, de nouvelles approches prometteuses. Il faudra surmonter les obstacles rencontrés occasionnellement sur le chemin et qui devront ne devraient que renforcer notre détermination envers le dialogue et la coopération au sein de l'OSCE qui est un forum irremplaçable pour promouvoir la compréhension mutuelle qui est indispensable dans le monde interdépendant d'aujourd'hui.

L'Ambassadeur d'Algérie Taous Feroukhi

Égypte : la tolérance et la non-discrimination sont des sujets de préoccupation majeurs

Depuis le lancement du processus de sécurité et de coopération européennes dans les années 70, l'Égypte a suivi avec vif intérêt cette initiative d'avant-garde.

Dans le cadre du concept de « sécurité globale » qui est étroitement associé à l'OSCE, la relation avec les partenaires le long de la rive méridionale de la Méditerranée a été renforcée et une culture du dialogue a été encouragée au cours des années. Cela provient d'une ferme conviction des deux côtés que leur sécurité est inextricablement liée. En ce qui concerne l'Égypte, cet aspect est l'un des plus importants de la condition de partenaire méditerranéen de l'OSCE.

La flexibilité de l'Organisation, sa vaste composition et son profil géographique unique ainsi que l'étendue de son mandat en font un forum spécial pour le renforcement des relations entre les deux rives de la Méditerranée, leur permettant de s'engager dans des domaines présentant un intérêt commun.

La délégation égyptienne a toujours encouragé les États participants et les États partenaires à gérer leur interdépendance de telle sorte qu'elle porte sur leurs intérêts mutuels. Compte tenu des développements survenus dans le monde au cours des dernières années, nous nous félicitons tout particulièrement de la vision de l'Organisation sur des questions relatives à la tolérance et à la non-discrimination. L'OSCE est un instrument clef de promotion d'initiatives dans ce domaine d'intérêt commun.

Nous sommes convaincus que le rôle unique de l'Organisation en tant que forum de dialogue et laboratoire d'idées, de normes et de

principes nouveaux peut être une source d'inspiration pour d'autres groupes régionaux en Méditerranée.

Le séminaire méditerranéen qui se tient chaque année reflète avec éloquence le profond engagement de l'Égypte à l'égard de son partenariat avec l'OSCE. Nous avons accueilli le séminaire à quatre reprises depuis le début du processus de partenariat : à son lancement en 1995 puis en 1997, en 2004 et en 2006. L'Égypte a aussi activement participé aux réunions organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, au Forum économique et environnemental ainsi qu'aux conférences de haut niveau de l'OSCE sur la tolérance et la non-discrimination.

Nous pouvons continuer à renforcer notre partenariat de diverses manières : en fixant une vision sur le long terme et un plan d'action pour le dialogue méditerranéen, en appliquant les recommandations des séminaires méditerranéens et en définissant le créneau de l'OSCE dans un domaine clef présentant un intérêt mutuel, en mettant de préférence l'accent sur le thème de la tolérance et de la non-discrimination.

L'Égypte estime que le principe de sécurité globale — le fil commun qui relie les activités de l'OSCE — suppose un élargissement du processus de partenariat. C'est pourquoi, nous appelons les États participants à envisager d'octroyer le statut de partenaire à d'autres pays de la Méditerranée, tels que la Syrie, la Lybie, le Liban et l'Autorité palestinienne.

L'Ambassadeur d'Égypte Ehab Fawzy

Israël : s'inspirer de la vision de l'OSCE pour l'appliquer autour de nous

Israël considère l'OSCE comme une Organisation qui promeut les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et de la sécurité parmi ses États participants et ses partenaires pour la coopération. Il est naturel, pour nous, qu'un État démocratique ayant une société aux multiples facettes participe à l'expérience unique d'établissement de la confiance entre les peuples et les nations.

S'il existe un concept qui résume l'OSCE, c'est bien celui des MDCS — mesures de confiance et de sécurité. Cette phrase magique, renferme, selon nous, la compréhension clef de ce qu'est l'OSCE. Dans le même temps, elle incarne une philosophie qui *devrait* et *pourrait* être utilisée dans d'autres parties du monde qui sont confrontées à des conflits.

Nous sommes devenus un partenaire méditerranéen pour la coo-



Charm-el-Cheikh, novembre 2006. L'Ambassadeur d'Égypte Ramzy Ezzeldin Ramzy (à gauche) avec la délégation égyptienne au Séminaire méditerranéen.



L'Ambassadeur d'Israël, Dan Ashbel et l'Ambassadeur d'Égypte, Ramzy Ezzeldin Ramzy échangeant leurs points de vue à Charm-el-Cheikh.

pération car nous pensons que ce groupe servirait de forum au partage de normes et de principes communs et permettrait d'œuvrer vers une compréhension mutuelle. Nous en restons résolument convaincus.

Être un partenaire de l'OSCE nous permet de bénéficier des leçons tirées des expériences des États participants dans divers domaines et de mettre en commun notre expérience unique avec eux.

Nous constituons un ensemble d'États différents. Nous n'entretenons pas tous des relations diplomatiques les uns avec les autres. De plus, trois d'entre nous n'ont pas encore reconnu l'État d'Israël. Néanmoins, nous nous rencontrons régulièrement à la Hofburg. Nous échangeons nos vues. Et nous présentons nos positions communes sur le rôle des partenaires méditerranéens

dans l'Organisation. Ce dialogue est renforcé par les séminaires méditerranéens qui se tiennent tous les ans.

Israël attache une grande importance aux conférences et aux réunions de l'OSCE — à Vienne, Berlin, Paris, Cordoue et Bucarest — qui ont inscrit la lutte contre l'antisémitisme comme question prioritaire sur l'agenda des gouvernements et sociétés.

L'antisémitisme n'est pas seulement une question du passé ; de concert avec d'autres formes de xénophobie, il constitue toujours un danger pour les sociétés des États participants et des partenaires. Traiter des aspects complexes de ces phénomènes est l'une des initiatives les plus valables de l'OSCE.

Les MDCS, sous des formes et aspects variés, représentent le

dénominateur commun des différentes activités de l'OSCE. Aussi modestes que puissent paraître certaines mesures, elles ont été importantes et efficaces depuis la signature de l'Acte final de Helsinki en 1975.

J'espère qu'en tant que partenaires méditerranéens, nous ne tirerons pas seulement les leçons de l'expérience de l'OSCE, mais que nous les mettrons également en pratique dans notre région. Il ne dépend que de nous de s'inspirer de la vision de l'OSCE et de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour édifier la paix, la prospérité et la dignité humaine dans notre voisinage immédiat.

L'Ambassadeur d'Israël Dan Ashbel

Jordanie : un nouvel élan s'impose pour contrer les menaces émergentes

La Jordanie est fermement déterminée à faire tout son possible pour renforcer son partenariat avec l'OSCE, et à développer les relations du pays avec l'Organisation dans tous les domaines d'intérêt commun.

Je crois que la coopération de l'OSCE avec ses partenaires représente un pilier important pour un dialogue constructif et utile sur des questions d'intérêt commun.

Le dialogue politique promeut la compréhension mutuelle tout en nous offrant à tous l'occasion de parvenir à une convergence de positions sur les grands développements internationaux.

Ce dialogue permet de contribuer à la stabilité régionale par une plus grande harmonie dans la manière dont nous relevons les défis communs relatifs à la paix, la sécurité, les droits de l'homme, la démocratie, la gouvernance et le développement régional.

Au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, nous avons déployé d'intenses efforts pour renforcer notre partenariat aux niveaux politique et pratique.

Nous nous sommes rencontrés plus fréquemment et nous avons

étudié les moyens de traduire nos priorités en activités plus concrètes.

Nous devrions, par exemple, tenir des réunions d'experts sur des questions vitales pour tenir compte de l'évolution du paysage politique international et des développements survenus au sein de l'OSCE.

La Jordanie se félicite de l'élan insufflé à notre coopération avec l'OSCE pour contrer les menaces qui apparaissent dans le monde, en ayant à l'esprit le fait que les régions ne peuvent mettre des murs entre elles et que la sécurité dans les zones européenne et méditerranéenne est indivisible.

Nous nous félicitons de l'intérêt que l'OSCE porte au développement de l'étendue de sa coopération politique et technique avec ses partenaires méditerranéens visant à créer

un climat de confiance mutuelle. Cette tendance ne peut que bien augurer de l'avenir des régions européenne et méditerranéenne.

L'Ambassadeur de Jordanie Shehab A. Madi

Maroc : réorienter les relations pour souligner l'action concrète

La relation du Maroc avec l'OSCE remonte aux premiers stades du processus de Helsinki. Depuis lors, nous nous sommes activement engagés à proposer des mesures visant à améliorer la qualité de notre partenariat. Ces mesures englobent des propositions pour accroître le dialogue politique à un niveau plus élevé, en créant un fonds d'appui aux activités des partenaires, en partageant les expériences en matière de lutte contre le terrorisme, la promotion de l'égalité des sexes et l'élargissement de notre coopération avec les ONG.

Le Maroc a souvent appelé l'attention sur la nécessité de réorienter ce partenariat. Au lieu d'une coopération qui serve uniquement de forum de discussion et de réflexion, il pourrait être plus pertinent de mettre l'accent sur une action concrète.

Plus précisément, nous souhaiterions réaffirmer notre soutien à la proposition de créer un groupe de travail sur les migrations afin de donner des aperçus d'experts sur des défis et des responsabilités

communes dans ce domaine et qui serviraient à suivre la décision sur les migrations et toutes ces facettes complexes adoptées par le Conseil ministériel à sa treizième Réunion, et d'autres recommandations connexes émanant d'autres forums.

Nous souhaitons également attirer l'attention sur les réalisations concrètes d'autres institutions et organisations similaires, telles que l'UE et l'OTAN, dans le cadre d'un dialogue méditerranéen plus vaste. Nous sommes confiants que la volonté de l'OSCE de renforcer sa coopération avec ses partenaires portera ses fruits.

Nous estimons que les États participants et leurs partenaires devraient saisir l'occasion de mettre en œuvre une politique efficace de lutte contre l'intolérance et la discrimination sous toutes ses formes. Nous félicitons l'OSCE des activités qu'elle a menées par l'intermédiaire des trois Représentants personnels de son Président en exercice et par l'Alliance des civilisations des Nations Unies.

Nous sommes particulièrement préoccupés par le phénomène de



Base aérienne militaire de Melsbroek, Belgique, juillet 2005. Les partenaires méditerranéens apprennent tout sur le rôle du Traité sur le régime « Ciel ouvert » pour le renforcement de la confiance entre États.

BELGIAN DELEGATION/PASCAL HEYMAN

discrimination croissant dont les Musulmans font l'objet dans l'espace de l'OSCE. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'initiative de la présidence espagnole d'organiser une conférence sur la lutte contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des Musulmans à Cordoue en octobre de cette année. Cet événement nous a permis d'assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations des conférences qui se sont tenues à Berlin et Cordoue, axées sur l'antisémitisme que nous considérons également comme d'une grande priorité.

Le Maroc apprécie grandement les efforts de la présidence

L'Ambassadeur du Maroc Omar Zniber

Tunisie : l'interdépendance accrue appelle une vision nouvelle

Les bouleversements géopolitiques des dernières années ont eu un impact considérable à la fois sur les perceptions et les variables de la sécurité et de la stabilité dans le monde. Ce nouveau climat a entraîné une multitude de contraintes dont notamment une liberté de circulation réduite.

Toutefois, toute tentative d'être pris dans l'espace européen est vouée à l'échec en raison de l'interdépendance croissante et de l'interconnectivité accrue ainsi que de la nature des nouveaux défis auxquels nous sommes tous confrontés :

pauvreté, extrémisme radical, criminalité organisée, terrorisme, développement non durable, partenariats économiques chancelants et écarts dans le développement entre régions.

La décision adoptée au Sommet de Lisbonne en 1996 en faveur de la poursuite du dialogue entre l'OSCE et les partenaires méditerranéens sert de cadre essentiel à la coopération dans les intérêts mutuels tels que la sécurité et la stabilité en Méditerranée. Elle souligne aussi un esprit commun de promotion de valeurs et de principes universels visant à favoriser la paix dans cette partie du monde.

Compte tenu de la lenteur des progrès, il nous faut raviver le dialogue et l'adapter à la nature des défis et attentes de notre région, c'est-à-dire :

- Incorporer le concept stratégique méditerranéen dans son intégralité dans les objectifs fondamentaux de l'OSCE tout en adoptant une approche individualisée fondée sur les caractéristiques de chaque partenaire ;
- Définir une vision durable pour la région et pour les relations entre l'OSCE et les partenaires méditerranéens qui raviveraient le concept de multilatéralisme ;
- Assurer que l'élargissement de l'OSCE ne sert pas seulement de prétexte à exclure des personnes mais est plutôt utilisé comme une occasion de favoriser la paix, l'ouverture et la créativité entre eux ; et
- • Reconnaître les caractéristiques politique, culturelle, socio-économique et environnementale des pays partenaires comme éléments vitaux dans le système mondial, afin de favoriser la coopération et un développement durable véritable.

espagnole de l'OSCE et de la présidence finlandaise du Groupe de contact qui visent à renforcer la coopération de l'OSCE avec ses partenaires. Je pense ici non seulement à des questions de protocole ou de symbolisme, mais aussi à l'introduction de mesures pratiques, telles que la récente invitation adressée aux partenaires pour qu'ils contribuent à la présentation et à la teneur de ce document important « la route vers Madrid ».

La réalisation de ces objectifs appelle :

- L'établissement d'un plan d'action axé sur un partenariat pour la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne de sorte que les réunions de l'OSCE avec les partenaires aient un ordre du jour pertinent qui reflète les préoccupations communes et les objectifs orientés sur l'action ;

- L'établissement d'un comité de mise en œuvre qui serait responsable de suivre toutes les décisions au niveau politique ;

- L'instauration d'un dialogue pour examiner un cadre adéquat qui pourrait créer les conditions de stabilité et de sécurité, reposant sur la confiance, la transparence, la prévention des conflits et des mécanismes similaires ; et

- La mise en place d'une coopération entre les partenaires méditerranéens et le Centre de prévention des conflits par un échange d'informations et la fourniture d'une assistance ;

- L'examen de la possibilité d'établir un centre méditerranéen de prévention des conflits ;

- La participation des partenaires méditerranéens

aux travaux du Forum pour la coopération en matière de sécurité ; et

- L'établissement d'un fonds de partenariat pour fournir un soutien véritable pour la coopération dans les sphères sociale, économique et environnementale.

La sécurité et la stabilité au sein de l'OSCE et de la région méditerranéenne dépendront toujours de la relation de confiance mutuelle, du partage des responsabilités et du respect de l'intégrité et de la souveraineté des États.

L'Ambassadeur de Tunisie Mohammed Daouas



Un officier militaire belge informe des experts des pays partenaires méditerranéens du système de vérification du Traité sur le régime « Ciel ouvert ».

BELGIAN DELEGATION/PASCAL HEYMAN



Entrer dans l'histoire

Les premiers administrateurs auxiliaires « gagnent leurs galons »

PAR SUZANNE BLAHA

Les six administrateurs auxiliaires regorgeaient de fierté lorsque le Directeur du Département des ressources humaines de l'OSCE, Sergei Belyaev, leur remet un certificat de travail, lors d'une discrète cérémonie qui s'est déroulée à Vienne, à la fin juin. Deux d'entre eux avaient atterri la veille de Bakou et d'Osh, les autres étant arrivés un peu plus tôt de Pristina, de Podgorica et de Tbilissi.

Dans une salle pleine à craquer, plusieurs représentants des États participants et d'anciens collègues du Secrétariat écoutaient attentivement et posaient des questions, les administrateurs auxiliaires quant à eux relaient chacun leur tour les vives impressions qu'ils éprouvèrent de faire partie de la plus grande organisation régionale en matière de sécurité.

Les administrateurs auxiliaires — d'Albanie, d'Azerbaïdjan, de Grèce, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Portugal — avaient de

bonnes raisons d'éprouver des sentiments hors du commun. Ils étaient, dans l'histoire de l'OSCE, le premier groupe de jeunes professionnels à participer à un programme de neuf mois lancé et administré par le Département des ressources humaines.

Au cours de la phase d'introduction qui s'est tenue d'octobre à décembre 2006 au Secrétariat à Vienne, ils se sont acquittés des tâches qui leur ont été assignées et ont exercé les responsabilités qui leur étaient confiés sous la direction d'un superviseur et d'un conseiller. Certains d'entre eux ont suivi assidûment les réunions du Conseil permanent. De plus, chaque administrateur auxiliaire a bénéficié d'une vaste gamme de cours de formation.

En janvier 2007, après une période introductive de trois mois, les administrateurs auxiliaires ont été jugés prêts à prendre leurs fonctions dans une opération de terrain pendant six mois. Lorsqu'il a fallu prendre une décision sur leur affectation, on s'est efforcé de parvenir à un équilibre sur certaines considérations : un mélange géographique solide des missions de terrain, la situation sécuritaire, la disponibilité de la mission et la capacité de prendre part au programme, ainsi que les compétences des administrateurs auxiliaires et leurs préférences personnelles.

Notre appel à candidature a attiré 191 propositions encourageantes de 33 pays. Les notifications de vacance de poste étaient

Xhodi Sakiqi (Albanie),
Nuno Luzio (Portugal),
Christina Kipou (Grèce),
Chynara Ibraimova
(Kirghizistan), Nigar
Huseynova (Azerbaïdjan) et
Dinmukhamed Jamashev
(Kazakhstan)
Photo: OSCE/Nasi Calentaru

destinées aux États participants qui sont peu représentés au Secrétariat ou sur le terrain, ou qui ne sont pas représentés du tout. Après examen minutieux des candidatures, un jury réuni au Secrétariat a procédé à la sélection finale, en veillant à assurer un équilibre entre nationalités, sexes, langues et compétences.

L'expression « administrateurs auxiliaires » décrit fort bien les six jeunes femmes et jeunes hommes talentueux qui ont été considérés comme les meilleurs. Ils ont tous un excellent bagage universitaire, ils sont animés d'une grande curiosité intellectuelle, possèdent de fortes compétences analytiques et de communication et ils sont ouverts aux défis nouveaux et inattendus. Par la suite, ils ont dû montrer leur aptitude à s'adapter à des conditions de travail difficiles.

En tant que coordonnateur du premier programme des administrateurs auxiliaires, j'appréhendais tout d'abord d'avancer en terrain inconnu. Mais au fur et à mesure que tout se mettait en place, mon travail devenait gratifiant et plaisant.

J'étais impressionnée par le soutien que les administrateurs auxiliaires se sont mutuellement témoignés au cours des trois mois qu'ils ont passés à Vienne — lors des activités courantes comme la préparation de

repas ou la blanchisserie dans leurs quartiers résidentiels à la périphérie de Vienne, ou qu'il s'agisse d'apprendre comment faire face aux défis de sécurité sur le terrain lors d'un exercice fictif de prise d'otages en Allemagne.

Plus que tout, ce sont les espoirs et les ambitions qu'ils ont partagés et qui ont été alimentés par le programme des administrateurs auxiliaires, qui ont cimenté ce lien.

Le Directeur Sergei Belyaev et son équipe conviennent, à en juger à partir des réactions majoritairement très positives, que le programme des administrateurs auxiliaires, certes modeste, engendre d'immenses possibilités à la fois pour les participants et pour l'OSCE.

« Il permet de constituer un pool équilibré de candidats jeunes, représentant un équilibre géographique et de sexes, et qualifiés en tant que futurs candidats, » dit M. Belyaev. Alors que le programme des administrateurs auxiliaires ne garantit pas le plein emploi, il donne, selon nous, aux participants la possibilité d'acquérir les compétences et les capacités voulues ainsi que l'incitation à envisager de travailler pour l'Organisation. »

Suzanne Blaha est chargée de recrutement au Département des ressources humaines.

Présentation des nouveaux administrateurs auxiliaires pour 2007-2008

Henriette Henriksen, Danemark

Jana Kasarova, Belgique

Elsevar Mammadov, Azerbaïdjan

Ivana Radenković, Serbie

Jelena Semjonova, Lettonie

María Tsiarta, Chypre

Tirer profit des points de vue nouveaux des jeunes

Le programme pilote des administrateurs auxiliaires a permis à des jeunes gens qualifiés de prendre confiance en eux par leur première expérience professionnelle internationale. Et l'agenda de l'OSCE est si diversifié et si vaste, qu'en l'espace de plusieurs mois, ces jeunes ont pu être confrontés à une large gamme de connaissances.

Elchin Huseyinli, troisième secrétaire, délégation d'Azerbaïdjan.



Elchin Huseyinli avec l'administrateur auxiliaire Nigar Huseynova

C'est un programme fantastique. Les administrateurs auxiliaires tirent profit de leur jeunesse en apportant des points de vue nouveaux et souvent un sentiment contagieux d'énergie, dans leurs missions. Ils ont aussi les connaissances universitaires et l'expérience professionnelle qui permettent d'approfondir, d'élargir et d'améliorer les travaux de l'Organisation. Au cours des trois mois qu'ils passent au Secrétariat, ils se familiarisent avec

l'OSCE et ses politiques, ses questions et, bien sûr, sa bureaucratie. Par conséquent, lorsque l'administrateur auxiliaire arrive, il a besoin de très peu de conseils à l'exception des informations spécifiques aux missions, il est tout de suite opérationnel et s'intègre rapidement dans l'équipe.

Jennifer N. Ober, Conseiller principal de l'Assemblée, Unité de l'Assemblée centrale, Département de la bonne gouvernance et des institutions démocratiques, Mission de l'OSCE au Kosovo.

Actuellement, la prépondérance du personnel d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord sur le terrain ne reflète pas la diversité nationale de l'Organisation et nuit au rôle qu'elle pourrait jouer. L'expérience des administrateurs auxiliaires est une ouverture sur le monde de l'OSCE et sur l'environnement international tout entier. Les participants seront vraisemblablement encouragés à poursuivre leur carrière dans ce domaine, ou, du moins, à intervenir auprès de leurs autorités pour que leur détachement soit envisagé de manière plus favorable. Le programme permet à certains excellents universitaires des États participants sous-représentés de se mettre en avant.

Robin Seaward, ancien chef adjoint, Bureau de l'OSCE à Bakou.



En face de la « datcha », la Mission de l'OSCE en Géorgie : Xhodi Sakiqi (au centre) avec ses collègues Matthieu Goodstein, conseiller exécutif auprès du chef de mission, et Ilona Kazaryan, administrateur national du Bureau de la presse et de l'information.

Un Albanais en Géorgie

Une vision personnelle sur cette « étrange » organisation

Par Xhodi Sakiqi

J'étais un jeune lycéen de 17 ans pendant le terrible hiver albanais de 1997 lorsque j'entendis pour la première fois parler de l'OSCE, du Président en exercice du Danemark et de son Envoyé spécial, l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky. Je ne comprenais pas très bien de quoi ils s'entretenaient. Je sais uniquement que ma famille a dû quitter Tirana pour un lieu plus sûr à la campagne pendant quelques jours et que l'OSCE cherchait à négocier des moyens pacifiques pour sortir de la crise politique qui avait frappé l'Albanie au début de l'année.

Ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai compris l'ampleur des événements qui avaient entraîné une grave détérioration de l'ordre public : en bref, un réseau de sociétés pyramidales frauduleuses avaient fait faillite, emportant les économies de milliers de familles albanaises qui avaient investi dans ces schémas rapides promettant un enrichissement rapide. Quelque 2000 personnes ont perdu leur vie dans les troubles et l'anarchie qui s'en est suivie. Grâce à la médiation, au moment opportun, de l'OSCE et à sa coordination de la réponse de la communauté internationale, la guerre civile, qui était sur le point d'éclater, n'a pas eu lieu, un gouvernement d'unité nationale a été constitué et des élections parlementaires se sont tenues.

Dix ans après ce chapitre dramatique de notre histoire, je me suis retrouvé en train de travailler pour cette « étrange » organisation. De l'intérieur, j'ai commencé à comprendre comment l'OSCE avait pu mobiliser ses divers mécanismes à l'appui des efforts de mon pays pour recouvrer et renforcer ses institutions démocratiques.

Tbilissi, où j'ai travaillé de janvier à juin 2007, présente un agenda de sécurité différent pour l'OSCE, principalement du fait des conflits gelés en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Je retournais souvent dans ma tête des comparaisons entre les conflits dans les zones de l'ex Union soviétique et de l'ex Yougoslavie. Et, à chaque pas, je cherchais à identifier les différences et les similitudes entre les tensions en Géorgie et au Kosovo.

Il était également tentant de comparer les opérations de la presse sur le terrain avec celles au Secrétariat. Vienne vise principalement les médias internationaux dans les capitales du monde, alors qu'un communiqué de presse diffusé sur le terrain, juste au bon moment,

peut avoir un impact bénéfique sur la position de la Mission entre les parties au conflit et peut contribuer à atténuer la tension dans la région.

Le fait d'avoir exercé des fonctions de la presse à Vienne et à Tbilissi m'a permis de mieux saisir les différences et m'a convaincu de la nécessité d'un plus grand nombre d'efforts communs pour coordonner et satisfaire les besoins à la fois du Secrétariat et de la Mission.

L'action avait lieu sur le terrain. Un jour, j'étais chargé de couvrir les activités de démantèlement des vieux entrepôts de munitions et le lendemain, les questions de lutte contre le trafic et les questions environnementales.

La Mission cherchait aussi à créer un climat de confiance entre les journalistes basés à Tbilissi et leurs homologues à Tskhinvali afin que leurs reportages sur le conflit prolongé dans la région de Tskhinvali soient plus justes et plus impartiaux. Dans cette zone, je pouvais sentir la tension liée au conflit des deux côtés.

Heureusement, la plupart des journalistes locaux que j'ai rencontrés étaient réellement soucieux de couvrir au mieux les différentes activités de la Mission. La plupart d'entre eux étaient, selon moi, assez dynamiques et professionnels, travaillant constamment à l'amélioration de la liberté des médias dans le pays.

Dans l'ensemble, je fus agréablement surpris de découvrir les points communs entre Géorgiens et Albanais : leur générosité, leur gentillesse, leur hospitalité et leur fierté pour leur pays et leur héritage unique.

Xhodi Sakiqi. Né en 1980 à Tirana en Albanie. Diplômé en sciences politiques, avec une spécialisation en relations internationales, Università degli studi di Roma, « La Sapienza » (2005). Trois mois à la Section de la presse et de l'information du Secrétariat. Six mois au Bureau de la presse et de l'information, Mission de l'OSCE en Géorgie. De retour à son poste de responsable pour le Kosovo, au Ministère albanais des affaires étrangères, il espère travailler à l'avenir à la délégation albanaise auprès de l'OSCE.

Aller puis retour au Kosovo

Un sage investissement

Par Nuno Luzio

Après avoir été stagiaire dans deux organisations internationales et une ONG internationale et ayant passé une maîtrise au Japon, je me suis dit qu'il était temps d'entrer dans la vie réelle et d'essayer de mettre en pratique mes connaissances universitaires. En août 2006, alors que je commençais à perdre espoir de poursuivre une carrière dans ma spécialisation, je reçus un coup de fil de l'OSCE à Vienne me disant que j'avais été sélectionné comme administrateur auxiliaire.

J'étais familiarisé avec l'OSCE depuis mes études, et j'étais excité à l'idée d'être affecté au Centre de prévention des conflits du Secrétariat — ce qui, selon moi, convenait parfaitement à mes compétences. Le jour de mes 26 ans, je m'envolais par un vol de la Lufthansa de Lisbonne à destination de Vienne. J'allais commencer une nouvelle vie.

Pourtant, j'éprouvais des sentiments mitigés à mon arrivée. Ce n'était pas mon premier voyage à l'étranger et je n'avais donc aucune appréhension à l'idée de rencontrer des personnes avec des horizons culturels différents. Ce que j'appréhendais en fait, c'était d'être à la hauteur de mes responsabilités en tant qu'agent d'une organisation internationale.

Les autres administrateurs auxiliaires et moi-même, nous sommes très rapidement devenus amis. Tous les matins, nous débarquions au bureau depuis nos hébergements temporaires. Nous prenions le bus, puis le train et enfin le métro et rentrions ensemble à la maison à la fin de la journée. Le samedi, nous nous rencontrions en général dans des clubs. Le plus agréable, néanmoins, c'était préparer un repas et s'asseoir à dîner et partager ensemble nos rêves et nos frustrations et discuter de tout, d'histoire, de politique, et de l'art qui nous faisait replonger dans les racines de notre pays.

Au travail, il me fallait absorber une masse d'informations en très peu de temps. Heureusement, on me prenait au sérieux et j'ai pu me faire des amis parmi mes collègues mais je savais que le vrai défi était à venir : le temps de la mission !

La destinée me menait bizarrement : Après avoir vécu à Strasbourg, Tokyo et Vienne, ma nouvelle adresse serait désormais Pristina. C'est le dernier endroit que j'aurais pu imaginer comme ma première mission de terrain et l'endroit où j'acquerrai tant de connaissances.

J'arrivai au Kosovo par un après-midi froid et sombre de janvier. La route en provenance de l'aéroport vers la ville était déprimante avec un étrange brouillard qui voilait Pristina. J'étais complètement perdu pendant les quelques premiers jours. Je devais trouver un bureau, un ordinateur et un téléphone. Les personnes de la Mission, en particulier le personnel local, était incroyablement amical. J'ai tout de suite senti qu'il leur était difficile de favoriser les relations avec les « internationaux » qui vont et viennent dans une opération aussi vaste.

J'ai trouvé amusant qu'un lieu qui connaissait autant de difficultés puisse avoir une si grande variété de restaurants et de bars. Je découvrirais bientôt qu'au milieu de problèmes apparemment insurmontables, la nourriture et le plaisir étaient, en fait, souvent au cœur de la vie quotidienne des Balkans.

Nuno Luzio at a panel discussion on Kosovo's Anti-Discrimination Law, with Melissa Stone, Head of the Good Governance Unit, and Head of Mission Werner Wnendt.



Au fur et à mesure que le temps passait, mes fonctions professionnelles devenaient de plus en plus intéressantes. L'une de mes réalisations les plus importantes a consisté à écrire un article pour une publication sur la loi anti-discrimination au Kosovo qui est considérée par les experts comme l'un des textes les plus progressistes de la législation européenne sur la question. L'initiative a suivi une réunion de table ronde en avril 2007 qui a attiré quelque 70 participants. Je me sentais privilégié de servir de modérateur du premier groupe mais je me sentais également un peu intimidé de diriger les discussions avec d'éminents experts.

J'étais responsable de la coordination d'une publication de 50 pages et de son lancement en trois langues (albanais, serbe et anglais). Pour la première fois, j'avais à gérer un projet et à me débrouiller dans la bureaucratie d'une grande mission. Cela en valait la peine et c'était extrêmement satisfaisant d'avoir un travail bien défini à accomplir : sensibiliser officiellement et publiquement aux droits énoncés dans cette loi majeure qui, depuis son adoption en 2004, n'a été que peu mise en œuvre.

J'arrivais aussi à me faire des amis parmi des personnes des communautés albanaise et serbe — ce qui fut l'aspect le plus exaltant de mon séjour au Kosovo sur le plan des relations humaines. Elles me faisaient part de leurs réflexions sur les événements du passé récent et de leurs espoirs pour l'avenir. Cela peut sembler paradoxal mais je sentais que les uns et les autres avaient à la fois raison et tort.

Je trouvais triste qu'à plus d'un égard, les membres des deux communautés ne se connaissaient pas. Je m'exprimais en équilibrant délicatement mes vues car je ne voulais froisser personne. Ce ne sont pas les seules communautés au Kosovo, mais elles sont celles où le degré de méfiance est le plus élevé. Je le sentais tout particulièrement lorsque je traversais le pont à Mitrovicë/Mitrovica qui divise la ville en deux mondes différents. J'aimerais voir pondre le jour où le pont servira son objectif premier qui est de rapprocher les êtres humains.

À peine une semaine après mon retour au Portugal à la fin du programme pour les administrateurs auxiliaires, je refaisais mes bagages pour retourner au Kosovo. Je me suis vu offrir un contrat en tant que spécialiste des questions politiques la veille de mon départ. J'aimerais croire que c'est la manière dont l'Organisation reconnaît à sa juste valeur le travail réalisé par sa première génération d'administrateurs auxiliaires et que chacun d'entre nous représentait un sage investissement.

Nuno Luzio. Né en 1980 à Coimbra, Portugal. Licence en droit, Université de Coimbra (2003), et maîtrise en études internationales et études sur la paix et les conflits, Université d'études étrangères de Tokyo (2006). Trois mois au Centre de prévention des conflits. Six mois à l'Unité de l'Assemblée centrale, Mission de l'OSCE au Kosovo. Travaille actuellement comme spécialiste des questions politiques, Bureau des affaires politiques, Mission de l'OSCE au Kosovo.

Sentir battre le pouls des habitants et de la police à Osh

Par Christina Kipou

Lorsque l'avion de 15 places en provenance de Bichkek s'approcha d'Osh par un jour très froid de janvier 2007, puis, sur la route qui menait vers le centre de la ville, j'essayai de m'immerger dans un monde totalement différent du mien. Je fus accueillie par des montagnes étonnamment couvertes de neige, une gerbe colorée de femmes et un mélange exotique d'influences kirghizes, tadjikes, ouzbèkes et russes partout où se portait mon regard.

Je venais d'arriver dans un endroit spécial avec la détermination de surmonter tout obstacle et tout inconvénient qui risquaient de m'empêcher de profiter au maximum de cette unique expérience. Je savais que mon séjour à Osh était limité dans le temps, aussi pour me faciliter la vie, je choisis un appartement situé pas trop loin de la zone commerciale, je pris un chauffeur privé pour me conduire et me ramener tous les jours du bureau de l'OSCE sur le terrain. J'ai tout de suite commencé à suivre des cours de russe.

Il m'a fallu un peu plus de temps pour m'installer au travail mais une fois que le Centre de l'OSCE me confia des tâches précises à Bichkek, j'étais prête à jouer mon rôle de personne de contact pour le programme de réforme de la police.

Je m'estimais heureuse : ma mission sur le terrain était la suite logique des trois mois que j'avais passés à l'Unité pour les questions stratégiques de police. A-t-on souvent la possibilité de compléter le travail mené au Secrétariat par une expérience pratique dans le système le plus complet de police et d'avant-garde de l'OSCE ?

À la fin du deuxième mois, je maîtrisais assez bien les procédures de travail structurées et avais établi des contacts utiles dans la plupart des directions de police locales dans le Sud. J'étais en contact avec le personnel clef de la police par des réunions régulières, je suivais les activités de la police et apportais mon concours à plusieurs projets de réforme de la police, axés d'ordinaire sur la police de proximité. Je travaillais également avec les partenaires d'exécution de l'OSCE et aidais à organiser les réunions et la formation de la police.

J'étais toujours accompagnée d'un interprète et j'utilisais un programme de traduction automatique pour rédiger ma correspondance et mes documents. Grâce à mes cours de russe, j'arrivais, en quelque sorte, à surmonter la barrière de la langue.

Avec les encouragements de Jérôme Bouyjou, chef du Bureau extérieur à Osh, j'ai également apporté ma contribution aux projets en mettant en particulier l'accent sur les droits de l'homme. Cet aspect, vital dans notre travail au sud du Kirghizistan, met aussi en relief une grande partie des efforts que nous avons accomplis en matière de réforme de la police. Le fait de participer à ces domaines vitaux était le moyen idéal de suivre les développements locaux.

Avant même de le savoir, je répondais à diverses demandes émanant de diverses directions de la police dans le Sud et en assurais la coordination avec les directeurs de programmes à Bichkek. Je rédigeais un rapport sur les exigences fondamentales nécessaires pour améliorer les réunions entre la police et le public, qui était traduite en russe et distribuées comme lignes directrices dans tout le pays.

Christina Kipou (centre, à droite) lors d'un match de football entre la police et les étudiants, organisé par l'ONG, *Every Child*, avec le soutien du Bureau extérieur du Centre de l'OSCE à Bichkek.



J'élaborais aussi des recommandations qui exposaient la manière de faire participer davantage les habitants d'Osh à la mission de la police. Je pense que ces recommandations ont été favorablement accueillies par les dirigeants à Bichkek, qui songent à les utiliser comme base de leur avant-projet.

Au début de chaque mois, je me rendais auprès de mes collègues, qui travaillaient au programme de réforme de la police à Bichkek et faisais un rapport sur l'avancement des activités dans le Sud. Cela supposait certes une absence de deux jours du bureau à Osh, mais c'était important pour nous — à la fois à Bichkek et à Osh — pour pouvoir comparer le rythme des développements dans la capitale et dans la deuxième plus grande ville du pays et afin d'être prêts à apporter tous les ajustements nécessaires à notre stratégie.

Ce qui, peut-être, m'a procuré le plus de satisfaction, c'est d'avoir été contactée par les différentes ONG, les chefs des unités de police et les habitants qui avaient besoin d'aide sur des questions relatives à la police.

Ces demandes, reflétaient, je pense, une réalité forte, indiquant l'importance des efforts de l'OSCE sur le long terme pour développer le professionnalisme et les capacités opérationnelles de la police du Kirghizistan.

En fait, alors que mon rôle consistait à assurer le lien entre le sud du pays et la capitale, il m'arrivait quelquefois de servir de point de contact entre la communauté et la police. Deux questions devaient être conciliées : les préoccupations de l'opinion publique concernant la corruption dans les forces de police et l'absence de moyens à la disposition de la police pour satisfaire les demandes de la population souhaitant une amélioration de la sécurité publique.

Cette réalisation m'a poussée à investir toute mon énergie à aider la police d'Osh à mettre sur pied une campagne de sensibilisation au crime en soulignant les responsabilités du public et de la police et en cherchant à renforcer leurs relations. Cette initiative devrait être lancée prochainement.

Entre-temps, six mois se sont écoulés et je me suis attachée à ce lieu et à ses habitants, tout particulièrement à mon interaction constante avec la police locale. J'ai acquis des connaissances précieuses sur les défis auxquels les forces de police de l'ex-Union soviétique doivent faire face. Je n'oublierai jamais l'esprit positif avec lequel les personnes réagissent à la moindre mesure prise par le gouvernement pour que la police kirghize devienne un service public. Plus que tout, je suis maintenant convaincue qu'une citoyenneté engagée peut être l'élément moteur pour des améliorations dans la vie quotidienne.

Christina Kipou. Née en 1980 à Katerini, en Grèce. Diplôme en psychologie, Collège américain de Thessalonique (2002) et diplôme en criminologie et justice pénale, Université de Cardiff (2004). Trois mois à l'Unité pour les questions stratégiques de police et six mois au Bureau extérieur d'Osh. Prévoit de poursuivre d'autres travaux de réforme de la police.

Promouvoir la gouvernance professionnelle à Pejë/Peć

Par Nigar Huseynova

En tant qu'administrateur auxiliaire dans la Section pour la parité des sexes du Secrétariat, j'ai souvent assisté aux débats sur le Kosovo au Conseil permanent. Après avoir passé trois mois à Vienne, je me retrouvai à l'aéroport de Pristina, enthousiaste à l'idée de découvrir tout ce qui fait l'une des villes du monde dont on parle le plus.

La Mission de l'OSCE au Kosovo a cinq centres régionaux et j'étais extrêmement heureuse d'avoir été affectée dans celui de la ville du nord-ouest à Pejë/Peć qui est le centre de la municipalité qui porte le même nom. C'est l'un des lieux touristiques les plus attirants au Kosovo, il offre beaucoup plus à voir que des véhicules et des points de contrôle militaires de la KFOR camouflés par les feuilles artificielles.

Située dans les contreforts des « montagnes maudites », cette ville de 125 000 habitants s'élève au dessus de la spectaculaire vallée de Rugova. Il faut aussi noter la nature joyeuse des habitants et ce, malgré l'héritage tragique du conflit de 1999. Les vestiges des maisons et des monuments détruits parsèment le paysage. Même aujourd'hui, en dépit de l'amélioration des conditions de sécurité, il reste encore beaucoup à faire pour réconcilier les communautés albanaise et serbe.

Je me souviens avoir été inondée d'informations lorsque je me suis présentée au travail. Un collègue me dit : « Je commence ma journée en lisant les nouvelles et lorsque je finis, je réalise que la journée est terminée. » C'est exactement ce que j'ai ressenti les premiers jours.

J'ai ensuite appris à passer en revue les informations, à avoir un aperçu solide des questions politiques, à analyser les incidences des événements en cours sur les développements futurs — et à percevoir clairement le rôle de l'Organisation dans sa plus grande opération de terrain.

Je fus nommée comme cinquième membre de l'équipe municipale de Pejë/Peć, qui est l'une des 33 équipes couvrant chaque municipalité au Kosovo. Comme il convient, nous étions un modèle de multi-ethnicité : deux de mes collègues étaient des Albanais du Kosovo, l'un était Bosniaque du Kosovo et le quatrième était Canadien. J'étais chargée de planifier et de mettre en œuvre des petits projets visant à promouvoir des normes de bonne gouvernance.

En tant que juriste spécialisée dans les droits de l'homme, je trouvais excitant de mettre mes compétences au service de la gouvernance démocratique de base, là où tout commence. Nous avons activement suivi les réunions de l'Assemblée municipale et de ses commissions ainsi que le groupe de travail municipal sur les réfugiés. Nous avons été les témoins de développements à la base. Ainsi, nous avons pu agir comme source première d'information fiable, de première main et servir de lien entre les structures centrales à Pristina et la municipalité.

Pour sentir battre le pouls de nos communautés, notre routine — si on peut l'appeler de la sorte — consistait à assister aux réunions mensuelles de l'Assemblée municipale et à interagir avec les représentants des différentes communautés, des administrateurs

Nigar Huseynova et ses collègues Kendall Palmer (à gauche) et Faik Balik offrent des livres en langue bosniaque à des écoles multi-ethniques dans la municipalité de Pejë/Peć.



scolaires, des groupes politiques et des ONG.

Toutefois, notre rôle ne se limitait pas à suivre et à conseiller ; nous mettions aussi en œuvre des initiatives pratiques sur place pour promouvoir les bonnes pratiques au sein des institutions autonomes responsables. Par exemple, nous avons lancé une publication sur les sites culturels et religieux dans la municipalité afin de promouvoir une culture de la tolérance et de la compréhension parmi les différentes communautés et le respect du patrimoine culturel et religieux de chacun.

Nous avons dû prendre en considération une vaste gamme de questions — allant des droits à l'éducation à la responsabilité financière. Nous avons aussi dû nous familiariser avec la législation pertinente puisque nous étions là pour donner des conseils sur l'interprétation des lois et des décisions.

Sans aucun doute, une compétence professionnelle est requise, accompagnée d'une bonne dose de patience et une excellente connaissance des questions locales. Nous avons dû faire preuve de flexibilité aussi. Les mesures qui ont fonctionné dans une municipalité n'ont pas nécessairement été efficaces à Pejë/Peć. Nous devons quelquefois mettre de côté nos plans, ce qui pouvait être frustrant. Par exemple, un fonctionnaire de la municipalité nous a dit qu'une boîte de réclamations, qui semblait très efficace au Kosovo, ne le serait pas forcément à Pejë/Peć.

Même si les résultats n'étaient pas prêts le lendemain, tout le monde pouvait les voir et les sentir. Les institutions fonctionnaient mieux ; la situation de sécurité s'améliorait et un plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays rentraient chez elles.

Alors que je m'apprêtais à quitter Pejë/Peć, en feuilletant mes papiers, j'ai retrouvé une mince brochure, intitulée, « *Ma vie en tant qu'administrateur auxiliaire* », que le Département des ressources humaines du Secrétariat avait joint à notre « kit de débutant ». Je m'y plongeai à nouveau, réalisant à quel point j'avais évolué personnellement et professionnellement au cours des neuf derniers mois.

Mes pensées, au moment du départ, allaient toutefois vers les personnes du Kosovo. J'y étais arrivée à la mi-janvier 2007 lorsque les recommandations des Nations Unies, basées sur les conclusions de l'Envoyé spécial des Nations Unies Martii Ahtisaari, devaient éclaircir le futur statut du Kosovo après huit ans d'administration internationale. Cela n'a hélas pas été le cas, les Kosovars attendent toujours.

Nigar Huseynova. Née en 1980 à Bakou (Azerbaïdjan) Diplômée en droit de l'Université d'État de Bakou. Trois mois à la Section pour la parité des sexes du Secrétariat et six mois à la Mission de l'OSCE au Kosovo à Pejë/Peć. Revenue à son poste d'avocat principal spécialisée dans les droits de l'homme et les questions relatives à la parité des sexes. American Bar association Central European and Eurasian law Initiative (ABA/CEELI à Bakou). Espère occuper un poste dans une Mission de terrain de l'OSCE.

Acquérir une meilleure compréhension des événements : de Milli Mejlis à Mingechevir

Par Dinmukhamed Jamashev

« Vous êtes originaire de Chine ? »

« Non »

« Du Japon »

« Non, je viens du Kazakhstan »

C'est ainsi que commençait d'ordinaire les conversations que j'avais à Vienne. Cela me fait penser à un article que j'avais lu un jour sur la plupart des Occidentaux qui croient que tous les pays dont le nom se termine par « stans » constituent une seule et unique entité. J'avais l'impression qu'à chaque fois que je prononcerais la dernière syllabe du nom de mon pays, les personnes seraient perplexes, le confondant probablement avec l'Afghanistan, qui est chaque jour à la une de tous les journaux.

Ce problème là, au moins, je ne le connaissais pas au Secrétariat, où j'ai passé trois mois à l'Unité d'action contre le terrorisme et à la Hofburg où les réunions hebdomadaires des ambassadeurs des États participants de l'OSCE préparent le terrain de ma première vaste découverte d'un environnement international.

Nous, les administrateurs auxiliaires, il nous a été conseillé de ne pas choisir une mission de terrain proche de notre pays d'origine, aussi après quelque réflexion, je me décidais pour l'Azerbaïdjan. J'étais curieux de voir les similitudes avec mon pays, mais en fait j'ai pu observer plus de différences que de ressemblances. Par exemple, l'islam pratiqué est différent — l'Azerbaïdjan suit l'islam chiite, alors que l'islam sunnite est prévalent au Kazakhstan. Les deux pays se considèrent toutefois comme laïcs.

Ma première tâche au bureau de l'OSCE à Bakou a consisté à collecter des informations sur les partis politiques du pays — 48 en tout — pour jeter les bases solides d'une redynamisation des contacts avec les dirigeants politiques. Dans le cadre de cette mission, j'ai rencontré les chefs des principaux partis, la plupart d'entre eux d'anciens membres du Parlement (Milli Mejlis).

Nous avons tenu des réunions avec les parlementaires et les présidents de commissions pour explorer les moyens de faire participer l'OSCE à un programme d'assistance pour le Parlement. Au cours des discussions, la responsable de la démocratisation Ingrid Gossinger m'a demandé d'assurer l'interprétation entre le russe et l'anglais. Je dois avouer que je n'étais pas à la hauteur de la tâche vu mon manque d'expérience dans ce domaine. Maintenant, je ne considère plus l'interprétation comme une chose évidente.

Au début mai, au cours de mon cinquième mois à Bakou, j'ai rejoint l'équipe économique et environnementale et Torborn Bjorvath m'a tout de suite demandé de visiter la région de Guba au nord. Pendant deux jours, j'ai collecté des informations sur dix des 24 organisations internationales et ONG locales et je me suis brièvement arrêté au centre anti-corruption qui fait partie d'un dynamique réseau national qui travaille sous les auspices de l'OSCE et

Dinmukhamed Jamashev
prélève des échantillons
d'eau dans la rivière
Kura



de Transparency Azerbaijan.

Je me suis ensuite rendu à Mingechevir avec un groupe d'experts, de journalistes et de personnel de l'OSCE. La région, site d'une centrale hydroélectrique, située sur les rives de la rivière Kura — la plus large et la plus longue du Caucase du Sud — qui s'écoule de la Géorgie en passant par l'Arménie et l'Azerbaïdjan puis s'écoule vers la mer Caspienne.

Au cours des cinq dernières années, l'OSCE, le programme « Science pour la paix » et le programme de sécurité de l'OTAN ainsi que Statoil de Norvège ont exécuté un projet de supervision de la rivière qui, avec la rivière Aras, sont une source majeure d'alimentation en eau. Le Bureau de Bakou a apporté un concours actif aux experts nationaux dans leurs travaux de normalisation des échantillons d'eau et d'unification des techniques d'analyse de laboratoire. Cette contribution au projet est très importante puisque la qualité et la quantité des ressources en eau ont un impact énorme sur la planification du développement socio-économique de la région.

J'ai aussi appris à connaître ce que faisaient les « centres Aarhus ». Ils visent à promouvoir la Convention Aarhus, qui préconise le concept de « démocratie environnementale » faisant mieux connaître les questions environnementales. Les activités du Centre Aarhus de Bakou, avaient, malheureusement, ralenti. Pour l'aider à reprendre son élan, un assistant et moi-même avons rencontré les représentants des ONG environnementales pour mieux connaître leurs activités et leurs programmes politiques et sociaux et étudier comment le Centre pourrait être plus utile et plus intéressant pour eux.

Avant d'achever ma mission, j'ai pris quelques jours pour visiter la Géorgie et l'Arménie. C'était une conclusion fort appropriée de mon expérience d'administrateur auxiliaire puisque le Kazakhstan entretient d'importantes relations économiques et politiques avec le Caucase. J'ai découvert que, quelle que soit la taille de la région, les pays sont totalement différents. C'est une idée que je garderai toujours avec moi comme diplomate.

Dinmukhamed Jamashev. Né en 1982 à Shymkent, Kazakhstan. Diplôme en relations internationales, Université nationale kazakhe (2004). Trois mois à l'Unité d'action contre le terrorisme, et six mois au Bureau de l'OSCE à Bakou. A repris son poste d'attaché au Ministère des affaires étrangères, Kazakhstan. Prévoit d'exercer une carrière diplomatique.



Chynara Ibraimova (à gauche) et une collègue, Vukosava Braicic, lors d'un atelier national de lutte contre le terrorisme, organisé à Kolasin, par la Mission au Monténégro.

Découvrir le rôle des questions économiques et environnementales dans le domaine de la diplomatie

Par Chynara Ibraimova

Je n'aurais pas pu souhaiter mieux commencer au Secrétariat de l'OSCE. Une de mes premières missions au Bureau du Coordonnateur des questions économiques et environnementales de l'OSCE consistait à aider à organiser et à préparer une conférence internationale sur la dégradation des terres et la contamination des sols, qui s'est tenue à la mi-novembre 2006 à Bichkek, ma ville natale. La réunion, qui traitait de toute une gamme de questions préoccupantes que je connaissais fort bien, ouvrait la voie à la quinzième Réunion du Forum économique et environnemental en janvier et en mai 2007.

J'ai aussi aidé à organiser un atelier d'experts chargé d'examiner les problèmes de transit et de transport des pays sans littoral, qui s'est tenu à Vienne à la mi-décembre 2006. Là aussi, le sujet concernait mon pays : le Kirghizistan est en effet à 3600 kilomètres de la mer. Cette réunion visait à préparer une conférence de haut niveau à Douchanbé, axée sur le développement du transport de transit en Asie centrale.

Les délibérations des délégations de l'OSCE sur les questions mondiales auxquelles j'ai assistées lors des réunions du Conseil permanent nous a permis, à un jeune diplomate et à moi-même, de comprendre en quoi consiste l'art de la persuasion et de la négociation.

J'ai toujours voulu assister à des négociations politiques et économiques dans les coulisses entre pays y compris celles portant sur mon pays — et le programme pour les administrateurs auxiliaires m'a permis de satisfaire à mon aspiration. Je me trouvais dans la situation particulière d'avoir à adopter une position plus objective sur les questions touchant mon pays.

J'ai aussi été intéressée de voir la transition entre la présidence belge et la présidence espagnole de l'OSCE. Il est clair que l'Organisation poursuit toujours sa mission fondamentale mais j'ai aussi observé, par le prisme de la dimension économique et environnementale, comment les activités sont tributaires du choix des priorités de chaque nouvelle présidence.

Après avoir passé quelque temps à Vienne, je fus affectée à la Mission de l'OSCE au Monténégro dont les bureaux sont situés à Podgorica. C'était fascinant de se trouver au Monténégro qui venait de déclarer son indépendance le 22 juin 2006. En fait, le Gouvernement n'avait pas encore réussi à mettre en place son propre système de visas.

Chaque opération de terrain de l'OSCE avait un mandat différent et je fus agréablement surprise d'apprendre que j'étais dans une mission dont le mandat reflète l'importance que l'Organisation accorde à la sécurité sous tous ses aspects. La Section économique et environnementale à laquelle j'ai été affectée s'occupait de la réduction de la pauvreté, de la lutte contre le trafic, de la prévention de l'exploitation sexuelle, de la corruption, de la sensibilisation aux questions écologiques, de la promotion de la Convention d'Aarhus et de l'écotourisme.

Dans l'ensemble, mes missions tant au Secrétariat que sur le terrain m'ont fait comprendre le rôle vital des questions économiques et écologiques dans le monde de la diplomatie et de la politique.

Mes camarades administrateurs auxiliaires et moi-même, malgré la durée limitée de nos missions, nous avons toujours senti que nous faisons partie de la communauté de l'OSCE. Tout est fait pour que chacun se sente bien un peu chez lui, quelles que soient les différences culturelles et religieuses et les vues politiques. J'ai entendu une fois un entretien sur le modèle de l'OSCE comme inspiration pour d'autres domaines. Je dois dire que l'idée est très excitante.

Chynara Ibraimova. Née en 1977 à Bichkek, Kirghizistan. Licence en relations économiques internationales et en études orientales. Trois mois au Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales. Six mois à la Mission de l'OSCE au Monténégro, Section économique et environnementale. Auparavant assistante du Ministère kirghize des affaires étrangères ; vient d'être nommée conseillère à l'International Agency for Development and Policy, basée à Bichkek.



OSCE/DAVID KHIZANISHVILI

Terhi Hakala, experte du Caucase du Sud et de l'Europe orientale, a été nommée **chef de la Mission de l'OSCE en Géorgie** à compter du 15 octobre. Lors de sa nomination, elle était ambassadeur itinérante pour la Finlande en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan.

Auparavant, l'Ambassadeur Hakala dirigeait l'Unité de l'Europe orientale et de l'Asie centrale au sein du Ministère des affaires étrangères. De 1995 à 1996, elle a fait partie de l'équipe coprésidentielle finlandaise

de la Conférence de Minsk de l'OSCE qui cherche une solution au conflit du Haut-Karabakh.

Elle a rejoint les services diplomatiques de la Finlande en 1988 et a dernièrement accompli diverses missions à l'ambassade de son pays à Moscou, au consulat général de Saint-Petersbourg et à la Mission permanente de l'OSCE à Vienne.

Peu de temps après avoir pris le poste de l'OSCE, l'Ambassadeur Hakala a accueilli les représentants des trois parties au conflit entre la Géorgie et l'Ossétie au siège de la Mission à Tbilissi, à l'occasion d'une réunion de la Commission mixte de contrôle le 22 octobre — la première fois de l'année où les représentants de la Géorgie, de l'Ossétie du Sud et de l'Ossétie du Nord et de la Fédération de Russie s'étaient rencontrés.

« La Mission a pour principal mandat d'aider à résoudre pacifiquement le conflit entre la Géorgie et l'Ossétie, » dit-elle au Magazine de l'OSCE. « Nous avons adopté une approche transdimensionnelle forte et contribuons aussi au processus politique et au suivi militaire, et avançons sur le programme de relèvement économique financé sur le plan international pour la zone du conflit. »

Il importe aussi que la Mission travaille ailleurs en Géorgie dans les trois dimensions de la sécurité de l'OSCE, dit l'Ambassadeur Hakala. « J'espère me fonder sur les travaux de mon prédécesseur, l'Ambassadeur Roy Reeve, et être le témoin de nombreux autres résultats dans le programme de réforme de la Géorgie, y compris dans les événements majeurs comme les élections présidentielles. »



OSCE/HASAN SOPA

Tim Guldemann, diplomate suisse, a pris le poste de **chef de la Mission de l'OSCE au Kosovo** le 1er octobre, succédant à l'Allemand Werner Wnendt.

« Je suis heureux d'être à nouveau sur le terrain après trois ans d'enseignement, » dit-il. Tim Guldemann a dirigé le Groupe d'assistance de l'OSCE en Tchétchénie de 1996 à 1997 et a été chef de la Mission de l'OSCE en Croatie de 1997 à 1999.

Après avoir travaillé pour l'ambassade de Suisse à Téhéran de 1999 à 2004, il a enseigné les sciences politiques dans un certain nombre d'universités, principalement à Francfort.

Dans un entretien avec la presse suisse, l'Ambassadeur Guldemann dit que la première priorité de l'OSCE pour le Kosovo a consisté à assister les autorités lors des élections pour le Parlement, les conseils municipaux et les maires le 17 novembre. « Ces élections sont importantes, car le Kosovo doit avoir des institutions démocratiquement élues — quoi qu'il se passe concernant le statut, » dit-il. La Commission électorale centrale du Kosovo, responsable de la conduite des élections, est présidée par le chef de la Mission de l'OSCE en sa qualité de Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour le renforcement des institutions.

« Bien que nous ne connaissions pas les résultats des discussions en cours sur le futur statut du Kosovo, notre tâche consiste à préparer la Mission de l'OSCE aux nouvelles circonstances — seulement présumées — de l'année prochaine, » ajouta-t-il. « La Mission de l'OSCE est un pilier de la Mission des Nations Unies ; au cas où une Mission de l'UE serait déployée, notre Mission pourrait devenir une opération plus indépendante, pour autant que tous les États participants de l'OSCE acceptent de maintenir la présence de l'OSCE. »

Sergey Kapinos, directeur adjoint du Département caucasien au Ministère des affaires étrangères de Russie a été nommé **chef du Bureau de l'OSCE à Erevan**, à compter du 1er octobre.

Il a occupé en Arménie le poste de conseiller-ministre à l'ambassade de Russie, de 1999 à 2003.

« S'associer à l'OSCE, l'une des organisations politiques multilatérales les plus importantes dans la région, est à la fois un défi et un honneur pour moi, » dit l'Ambassadeur Kapinos. « J'espère que ma grande expérience diplomatique, y compris mes connaissances de la région de l'Arménie et du Caucase du Sud, seront utiles et insuffleront un élan nouveau aux activités du Bureau de l'OSCE à Erevan. »

De 1978 à 1997, il a occupé une série de postes diplomatiques à Islamabad, Bombay et New Delhi. Il a été conseiller principal au Département de sécurité internationale et de désarmement du Ministère des affaires étrangères de 1997 à 1999 avant de prendre son poste en Arménie.

Né à Lviv, Ukraine, l'Ambassadeur Kapinos est diplômé de la Faculté d'économie de l'Institut de Moscou pour les relations internationales en 1978. Il a achevé des études en sciences sociales et politiques à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères de la Russie en 1992. Il parle notamment français, polonais, ukrainien, ourdou et hindi.

L'Ambassadeur Kapinos succède à Vladimir Pryakhin, également ressortissant russe qui est maintenant chef du Centre de l'OSCE à Douchanbé.



OSCE/KAREN MINASYAN

L'Américain **Paul Fritch** a pris ses fonctions de **Directeur du Bureau du Secrétaire général** le 10 septembre, succédant au Français Didier Fau.

M. Fritch a fait partie pendant plus de 16 ans du service diplomatique des États-Unis et a récemment dirigé la Section des relations avec la Russie et l'Ukraine à l'OTAN. Il a occupé de postes diplomatiques en Russie, en Allemagne et en Inde.

Il a participé aux négociations sur le lancement des mesures de maîtrise des armements et de confiance dans l'ex-Yougoslavie à la suite du processus de paix de Dayton ainsi qu'aux négociations sur l'adaptation du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe (FCE). Il a fait partie de la délégation des États-Unis au Sommet de l'OSCE à Istanbul en 1999, où il a travaillé avec des représentants russes, géorgiens et moldaves pour régler les questions relatives au traité FCE.

En 2001, M. Fritch a travaillé comme assistant du Secrétaire général de l'OTAN sur les questions politiques liées au renforcement de la coopération pratique entre l'OTAN et la Russie après les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Il a contribué à l'établissement du Conseil OTAN-Russie en mai 2002.

M. Fritch parle les six langues officielles de l'OSCE : allemand, anglais, espagnol, français, italien et russe. Il est diplômé de l'Université de Georgetown à Washington DC.



OSCE/MIKHAIL LEVSTARIEV



OSCE/FABIOLA HAHILLARI

Robert Bosch est le nouveau **chef de la Présence de l'OSCE en Albanie**, à compter du 25 octobre. Il a succédé au Tchèque Pavel Vacek.

Diplomate émérite, l'Ambassadeur Bosch a travaillé comme chef adjoint de la délégation des Pays-Bas auprès de l'OSCE pendant les deux dernières années et demie.

« Ma vision de la vie est optimiste et c'est cet optimisme que j'insuffle à l'Albanie, » dit-il.

Il a été le Représentant spécial de son pays auprès de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des catastrophes et Conseiller spécial auprès de la Présidence néerlandaise de l'UE. Il a aussi occupé le poste de Directeur adjoint pour l'Europe de l'Est et du Sud-Est au Ministère des affaires étrangères. En tant que Conseiller spécial au Département de la politique de sécurité, il a participé, en 1999, aux efforts internationaux lors de la crise au Kosovo.

Les missions de l'Ambassadeur à l'étranger ont porté sur le Mozambique, l'Indonésie, la Suède, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, l'Autriche (couvrant également la Slovénie) et le Portugal.

Il a une maîtrise en sciences du génie civil général avec dominante économique.

Esther Stern, une Canadienne qui a travaillé neuf ans aux Nations Unies est le nouveau **Directeur du Bureau de contrôle interne de l'OSCE**. Elle succède à l'Américain George Bartsiotas.

Mme Stern attache une grande importance au rôle du Bureau qui constitue une ressource interne apportant assurance et conseils à la gestion, tout en contribuant à s'assurer que le travail de l'OSCE est efficace et produit les résultats escomptés.

« L'audit ce n'est pas simplement la conformité, c'est aussi l'efficacité et l'efficience, » dit-elle. « Sans possibilité de mesure il n'y a pas de gestion. Nous devons être capables d'évaluer l'impact de notre travail. »

Mme Stern a travaillé comme Directeur de la Division de l'Audit interne des Nations Unies, couvrant les programmes et les fonds du Secrétariat des Nations Unies. Puis, en qualité de conseillère interrégionale, elle a été chargée de la coopération technique et des avis techniques concernant l'audit et le contrôle, la détection des fraudes et la lutte contre la corruption.

Avant de rejoindre les Nations Unies, Mme Stern a été Directrice principale du Bureau du contrôleur général du Canada.

Professionnelle certifiée en audit gouvernemental, dotée d'une maîtrise en langues de l'Université d'Ottawa, elle a rédigé de nombreux écrits et fait d'amples exposés sur l'audit à des fins de changement social.

Selon elle, les audits vont plus loin que les rapports écrits pour faire participer les parties prenantes sur le terrain afin de mieux évaluer l'impact des projets sur place.

Le Bureau de contrôle interne fait directement rapport au Secrétaire général de l'OSCE, en appuyant le Secrétariat, les institutions et les missions de terrain par des audits indépendants, des inspections, de évaluations et la recherche de l'assurance du meilleur rapport qualité-prix.

Le Bureau examine également les allégations de fraude, de gaspillage et de mauvaise gestion des ressources. La mise en place d'un cadre éthique pour les environnements complexes dans lesquels travaille l'OSCE contribue à prévenir ces violations, selon Mme Stern. Le Bureau diffusera prochainement un manuel contenant des lignes directrices pratiques sur la manière de traiter des dilemmes éthiques, et il travaille avec la Section de formation du Secrétariat pour introduire des cours d'éthique pour les fonctionnaires de l'OSCE au début 2008.



OSCE/MIKHAIL LEVSTARIEV



Photos: OSCE/Susanne Lohf

L'intolérance et la discrimination à l'égard des Musulmans ont fait l'objet de discussions animées lors la Conférence qui s'est tenue à Cordoue (Espagne) les 9 et 10 octobre 2007

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

www.osce.org
www.osce.org/publications
osce-magazine-at@osce.org

